

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
HONNEUR - FRATERNITE - JUSTICE



MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Comité Technique Sectoriel du «Ministère de l'Education Nationale»

NOTE SECTORIELLE

**CONTRIBUTION AU PROCESSUS D'ELABORATION DE LA SCAPP ET
DE SON PLAN D' ACTIONS 2016-2020**

Version validée par le CTS

Mars 2016

Sigle et acronymes.....	5
1. Introduction.....	6
2. Etat des lieux du secteur en 2015.....	7
2.1 Situation du secteur.....	7
2.1.1 Développement de l'Accès.....	7
2.1.2 Amélioration de la qualité.....	14
2.1.3 Amélioration du pilotage.....	26
a) <i>Amélioration de la gestion des ressources humaines</i>	26
b) <i>Amélioration de la gestion administrative et financière</i>	27
2.1.5 Situation du financement.....	27
3. Contraintes, défis et atouts du secteur.....	29
3.1 Forces et atouts du secteur.....	29
3.2 Contraintes et faiblesses.....	29
3.3 Défis majeurs à relever.....	30
3.4 Opportunités et menaces.....	31
4. Vision et objectifs 2016-2030.....	32
4.2 Vision du secteur.....	32
4.3 Objectifs.....	32
4.4 La politique sectorielle pour les questions spécifiques.....	33
L'enseignement fondamental.....	33
L'enseignement secondaire général.....	35
Le pilotage et la gestion.....	36
• Au niveau de l'accès et de l'équité,.....	45
• Au niveau de la qualité et de la pertinence ;.....	45
• Au niveau de la gouvernance ; et.....	45
• Au niveau de la Structuration et de l'organisation du système éducatif.....	45

Sigle et acronymes

APC	Approche Par les Compétences
APE	Association de Parents d'Elèves
BEPC	Brevet d'Etudes de Premier Cycle
BAC	Baccalauréat
BREDA	Bureau Régional UNESCO pour l'Education en Afrique
CAP	Connaissances Attitudes et Pratiques
CEF	Certificat d'études Fondamentales
DES	Direction de l'Enseignement Secondaire
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
DPF	Direction des Personnels et de la Formation
DAFM	Direction des Affaires Financières et du Matériel
DSPC	Direction des Stratégies, de la Planification et de la Coopération
DEF	Enseignement Fondamental
DES	Enseignement Secondaire
ENI	Ecole Normale d'Instituteurs
ENS	Ecole Normale Supérieure
EPCV	Enquêtes Permanentes sur les Conditions de Vies des Ménages
EPT	Education Pour Tous
FAP-FTP	Fond d'Appui à la Promotion de la FTP
FLSH	Faculté des Lettres et Sciences Humaines
IDA	International Développement Association
IPN	Institut Pédagogique National
IGEN	Inspection Générale de l'Enseignement Fondamental
IGES	Inspection Générale de l'Enseignement Secondaire
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MESS	Ministère de l'Enseignement Secondaire et Supérieur
MICS	Acronyme anglais de "Enquête grappe à Indicateurs Multiples"
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ODD	Objectif de Développement Durable
PASEC	Programme d'Analyse des Systèmes Éducatifs de la CONFEMEN
PNDSE	Programme National de Développement du Secteur Educatif
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PAM	Programme Alimentaire Mondial
RESEN	Rapport sur l'État du Système Éducatif National
SIGE	Système d'Information et de Gestion Educative
TAP	Taux d'Achèvement du Primaire
TBA	taux Brut d'Admission
TBS	Taux Brut de Scolarisation
UM	Unité Monétaire (Ouguiya)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

1. Introduction

La politique éducative du département traduit la vision du Gouvernement pour le développement du Secteur, s'inscrit dans la SCAPP qui constitue le prolongement du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et s'inspire du Cadre d'Action de l'Education 2030 et des Objectifs du Développement Durable (ODD). Elle consacre l'approche sectorielle, adoptée dans le cadre du PNDSE, qui vise à favoriser un développement équilibré et harmonieux du secteur éducatif dans son ensemble pour « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie », ODD4.

Cette politique identifie une vision de moyen terme qui constitue une réponse, d'une part aux difficultés identifiées dans le diagnostic, d'autre part au double enjeu d'atteindre l'objectif d'achèvement universel d'un enseignement de base de qualité, de réguler et d'améliorer la pertinence et la qualité des niveaux post-primaires afin qu'ils répondent le mieux possible aux besoins du développement économique et social du pays.

2. Etat des lieux du secteur en 2015

Au regard de l'architecture des CTS, cette note concerne uniquement le secteur de l'éducation fondamentale et du secondaire général. D'autres CTS prennent en compte les autres niveaux (CTS MASEF le préscolaire, CTS MEFTP TIC, l'enseignement secondaire technique et professionnel, CTS MAIEO pour l'enseignement originel et la CTS MESRS pour l'enseignement supérieur).

2.1 Situation du secteur

2.1.1 Développement de l'Accès

a) Au niveau du fondamental

Les différentes mesures prise pour accroître l'offre d'éducation ont conduit à des résultats forts appréciables notamment en ce qui est de la hausse des effectifs d'élèves, des enseignants, des écoles et des salles de classe.

Tableau 1 : Evolution des effectifs des élèves, des enseignants, des écoles et des salles de classe dans le fondamental

	Statut	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	TAMA (%)
Elèves	Public	470 753	476 415	481 487	488 144	494 747	533 023	2,5
	privé	60 630	59 561	71 104	80 809	97 502	99 738	10,5
	Total	531 383	535 976	552 591	568 953	592 249	632 761	3,6
Enseignants	Public	11 429	10 901	10 400	11 621	11 744	13 323	3,1
	privé	2 874	2 739	3 374	3 634	4 246	4 346	8,6
	Total	14 303	13 640	13 774	15 255	15990	17 669	4,3
Ecoles	Public	3 682	3 733	3 683	3 755	3799	3 867	1,0
	privé	328	342	417	453	497	563	11,4
	Total	4 010	4 075	4 100	4 189	4296	4 430	2,0
Salles de classe	Public	11 119	11 044	11 485	12 219	11 170	11 580	0,8
	privé	2 369	2 236	2 689	2 981	3 230	3 629	8,9
	Total	13 488	13 280	14 174	15 200	14 400	15 209	2,4

Source : Direction des Stratégies, de la Programmation et de la Coopération (DSPC/MEN)

Ainsi, en 2014/15, 632 761 ont fréquenté le fondamental, effectif en hausse de 40 512 par rapport à l'année scolaire précédente soit une variation relative de 6,8%. Comparativement à l'année scolaire 2009/10, on enregistre un taux d'accroissement moyen annuel (TAMA) de 3,6% sur la période. Le secteur privé a connu la plus forte croissance au cours de 6 dernières années tendant ainsi à réduire la proportion des élèves du public. Néanmoins, la proportion des élèves du public reste tout de même supérieure à 80%.

Sur les 13901 divisions pédagogiques au niveau du fondamental public en 2014/15, 260 fonctionnent en double flux et 6971 en multigrade.

En ce qui concerne les enseignants, leur effectif en 2014/15 est de 17 669 contre 15 990 en 2013/14 soit 1 679 enseignants de plus. En se référant à l'année scolaire 2009/10, l'augmentation des effectifs des enseignants est de 3 366. Tout comme l'effectif des élèves, l'augmentation du nombre d'enseignants est plus importante au niveau du privé (8,6% contre 3,1% dans le public).

Pour l'année scolaire 2014/15, la Mauritanie comptait 4 430 écoles fondamentales dont 563 privées. Ce nombre est en augmentation continue. Au cours des six dernières années, le nombre d'écoles s'est accru en moyenne par an de 2% puisqu'il était de 4 010 en 2009/10. Sur la même période, le rythme de croissance a été plus accéléré au niveau du privé avec une croissance annuelle moyenne de 11,4% passant ainsi de 328 à 563 écoles.

Le nombre de salles de classe quant à lui a connu une progression de 5,6% entre l'année scolaire 2013/14 et 2014/15 passant ainsi de 14 400 à 15 209 soit une hausse de 809. Comparativement à l'année scolaire 2009/10, cette hausse est de 1 721 salles de classe. L'analyse suivant le statut des écoles fait ressortir une progression plus importante au niveau du privé avec une croissance annuelle moyenne de 8,9% contre 0,8%.

La contribution du privé dans l'offre scolaire du fondamental en terme d'effectifs scolarisés est passée de 11,4% en 2009/10 à 15,8% en 2014/15.

Malgré la volonté du gouvernement ces dernières années visant la dotation de toutes les écoles en tables-bancs, le déficit en places assises est toujours important. En effet en 2014/2015 ce déficit dans le public s'élève à 196187 soit 37% des élèves.

Les enfants non scolarisés ou déscolarisés en Mauritanie

Les données de l'enquête MICS de 2011 ont montré qu'environ 6% d'une génération n'avait accès à aucune forme d'enseignement en 2011. Cette proportion monte jusqu'à 21% si on se limite uniquement à ceux qui ont accès à l'enseignement formel. Cette section fait une estimation du nombre d'enfants hors du système scolaire, analyse leurs profils et met en évidence la nécessité pour le système éducatif mauritanien de définir des stratégies différenciées à l'endroit de ces enfants.

- **Un enfant sur cinq âgé de 6-15 ans était hors du système scolaire formel en 2011**

Parmi la population âgée de 6-24 ans (tableau ci-après), 12% n'ont jamais été scolarisés, et 21% des individus ayant été scolarisés ne l'étaient plus dans le formel¹ au moment de l'enquête. Il faut souligner que ce chiffre prend en compte les personnes qui sont inscrites dans les écoles coraniques et les Mahadras. Par ailleurs, le tableau fait également un focus sur les enfants de 6-15 ans, cible de l'enseignement de base (fondamental et 1^{er} cycle du secondaire). On estime à 20% (soit 171 500 enfants) la proportion de ce groupe d'âge hors du système scolaire formel en 2011. Par ailleurs, cette population est composée à 64% (environ 109 800) des enfants qui n'ont jamais été scolarisés, les

¹ Des individus ayant été scolarisés dans le formel et qui ont abandonné ce type d'enseignement peuvent ensuite continuer dans l'enseignement originel ou les Mahadras, malheureusement les données de l'enquête ne permettent pas de faire cette distinction.

36% (soit environ 61 700 enfants) restant étant composés d'enfants qui ont été inscrits un jour à l'école formelle mais qui pour des raisons diverses ont abandonné et des enfants inscrits dans les écoles coraniques et les Mahadras. Malheureusement les données utilisées ne permettent pas de séparer ces deux sous-groupes d'enfants.

Dans la perspective de l'atteindre des Objectifs de Développement Durable (ODD) pour le développement, le défi est donc de mettre en place une politique d'offre à l'endroit de ces « exclus » du système. Connaître leurs caractéristiques socioéconomiques aiderait beaucoup dans l'élaboration d'une stratégie éducative plus inclusive.

Tableau 2 : Statut scolaire pour les individus âgés de 6 à 24 ans, 2011

	6 à 9 ans	10 à 15 ans	16 à 24 ans	Total 6-15 ans	Total 6-24 ans
Population	360 698	486 299	577 926	846 997	1 424 923
A été scolarisée (formel ou non formel)	276 496	399 028	268 992	675 524	944 516
Jamais scolarisée	76 018	33 757	64 311	109 774	174 085
Déscolarisés ou scolarisés dans le non formel	8 184	53 514	244 623	61 698	306 321
Enfants hors de l'école	84 202	87 271	308 934	171 473	480 407
% Jamais scolarisés	21%	7%	11%	13%	12%
% Déscolarisés ou scolarisés dans le non formel	2%	11%	42%	7%	21%
% Enfants hors du système formel	23%	18%	53%	20%	34%

Source : calcul des auteurs à partir de MICS 2011

- **Caractéristiques des enfants actuellement non scolarisés**

Le tableau suivant présente la proportion des enfants hors du système suivant deux approches complémentaires, la première consiste à considérer toute la population des 6-15 ans et à estimer le risque pour un enfant de ce groupe d'âge d'être non scolarisé en fonction de ses caractéristiques socioéconomiques et la deuxième à limiter l'analyse aux enfants non scolarisés et à décrire leurs caractéristiques spécifiques.

Le risque d'être non scolarisés dans le groupe des enfants âgés de 6 à 15 ans est plus faible chez les garçons (21%) que chez les filles (23%), avec un écart toutefois modéré entre eux, seulement de 2 points de pourcentage. Cet écart est par contre de 8 points de pourcentage entre les urbains et les ruraux au détriment des ruraux et beaucoup plus large (22 points de pourcentage) entre les 20% les plus pauvres et les 20% les plus riches. Par ailleurs, les filles représentent plus de la moitié (54%) des non scolarisés. 72% de enfants de 6-15 ans non-scolarisés dans le formel sont des enfants vivant en milieu rural ; par ailleurs plus du tiers (35%) des enfants non scolarisés appartiennent aux 20% de la population les plus pauvres.

Tableau 3 : Caractéristiques sociales des enfants de 6-15 ans non scolarisés dans le formel

		% Non Scolarisés	% parmi les non scolarisés
Genre	Filles	23%	54%
	Garçons	21%	46%
Milieu de résidence	Ruraux	25%	72%
	Urbains	17%	28%
Niveau de revenu	Q1 20% les plus pauvres	33%	35%
	Q2	25%	26%
	Q3	19%	17%
	Q4	17%	14%
	Q5 20% les plus riches	11%	8%

Source : Calculs des auteurs à partir des données du MICS 2011.

Le défi de l'inclusion pour atteindre la scolarisation primaire universelle dépendra donc de la capacité de la Mauritanie à scolariser de façon générale le plus grand nombre d'enfants ruraux et plus spécifiquement les jeunes filles pauvres vivant en milieu rural.

Taux Brut de Scolarisation (TBS)

Le Taux Brut de Scolarisation en 2014/15 est estimé à 104,9% enregistrant ainsi une augmentation de 4,0 points par rapport à 2013/14. En moyenne, le TBS s'accroît de 0,7 point depuis l'année scolaire 2009/10.

Tout comme le TBA, le TBS des filles est supérieur à celui des garçons. En 2014/15, pour 100 garçons inscrits dans le fondamental, on a plus de 104 filles. Le TBS des filles progresse aussi plus vite que celui des garçons. En effet, entre 2009/10 et 2014/15, le TBS des filles s'est accru en moyen de 6 points par an contre 5 points chez les garçons.

Tableau 4 : Evolution du TBS² par wilaya entre 2009/10 et 2014/15

Wilaya/Année/Sexe	2009/10			2010/11			2011/12			2012/13			2013/14			2014/15			Ecart annuel moyen		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
H Charghi	89,1	95,7	92,3	90,6	94,6	92,5	87,9	92,6	90,2	93,4	96,8	95,1	100,9	106,7	103,7	94,4	95,6	95,0	1,1	0,0	0,5
H.Gharbi	91,1	113,4	102	95,5	120,6	107,8	96,6	123,5	109,8	94,3	117,9	105,9	89,2	114	101,1	87,1	104,7	95,9	-0,8	-1,7	-1,2
Assaba	91,7	97,5	94,5	90	94,5	92,2	90,4	92,5	91,4	85,8	89,9	87,8	89,5	94,2	91,8	93,4	96,3	94,9	0,3	-0,2	0,1
Gorgol	86,3	87,8	87	89	92,3	90,6	93,5	96,8	95,1	89,1	96,1	92,5	98,5	101,9	100,1	93,1	94,5	93,8	1,4	1,3	1,4
Brakna	105	113,6	109,2	101,1	109,8	105,4	99,2	109,6	104,3	101,2	110,3	105,6	99,6	110,9	105,1	105,4	112,1	108,7	0,1	-0,3	-0,1
Trarza	90,4	91,7	91	84	87,2	85,6	89	92,1	90,5	86,3	89,5	87,8	87,7	91,3	89,5	117,7	121,7	119,7	5,5	6,0	5,7
Adrar	97,5	94,7	96,1	92,1	89,1	90,6	95,5	89,5	92,6	93	87,9	90,5	93,3	90,9	92,1	136,1	129,9	133,1	7,7	7,0	7,4
Nouadhibou	106,4	115,7	110,8	89,3	97,8	93,4	106,2	113,5	109,7	95,2	103,6	99,2	99,1	109,7	104,2	112,0	115,1	113,5	1,1	-0,1	0,5
Tagant	120,2	118,4	119,3	115,5	113,3	114,2	115,5	112,7	114,1	113,9	113	106	106,4	11,3	108,7	133,0	132,1	132,6	2,6	2,7	2,7
Guidimakha	114,1	114,3	114,2	118,3	117,9	118,1	121,1	120,1	120,6	119,7	119	112,1	114,3	115,5	114,9	99,5	97,6	98,6	-2,9	-3,3	-3,1
T.Zemmour	91	92,2	91,6	88,9	91,4	90,1	90,2	91,6	90,9	91	91,1	91	96,5	96,9	96,7	118,9	120,7	119,8	5,6	5,7	5,6
Inchiri	112,5	108,2	110,3	103	99,8	101,4	109,4	117,6	113,5	120,5	104,9	112,8	91,5	104,4	97,4	119,5	119,3	119,4	1,4	2,2	1,8
Nouakchott	99,4	108,6	103,8	89,7	100,4	94,8	96	107	101,3	97,7	106,9	102,2	97,3	107,3	102,1	108,5	115,0	111,7	1,8	1,3	1,6
National	97	103,5	100,2	93,5	100,7	97	96,5	103,8	100	95,9	102,8	98,7	97	105	100,9	102,7	107,1	104,9	1,1	0,7	0,9
Ecart type	10,6	10,5	10,0	10,2	10,7	9,8	10,2	11,9	10,4	11,5	10,6	8,6	7,1	8,3	6,9	14,9	12,6	13,5	0,9	0,4	0,7

Source : Direction des Stratégies, de la Planification et de la Coopération

L'analyse du TBS au niveau des wilayas en 2014/15 indique une forte dispersion. Le TBS varie de 93,8% dans le Gorgol à 133,1% dans l'Adrar. De plus, la dispersion moyenne entre les TBS des wilayas

² La valeur du TBS selon le RGPH est de 72%

et le TBS moyen est de 13,5 points de pourcentage. Cinq régions enregistrent un TBS inférieur à 100%.

D'une manière générale entre 2009/10 et 2014/15, on assiste à une évolution irrégulière du TBS. Malgré cette évolution on peut noter les remarques suivantes :

- La valeur de ce taux tourne autour de 100% se situant toujours au-dessus de 95%, cela indique que le pays est en principe capable de scolariser la totalité de sa population en âge de fréquenter l'enseignement fondamental ;
- La cible de 99% simulée pour ce taux en 2015 a été dépassée en 2012, 2014 et en 2015.

L'évolution irrégulière de ce taux pourrait trouver sa justification, entre autres, dans la variation des effectifs accédant en première année qui affichent une tendance similaire. Ce qui serait plus ou moins normal dès lors qu'on s'approche de l'accès universelle théorique (brut). Une analyse fine par région pourrait donner davantage d'explication sur celles dont l'évolution du taux a eu un impact négatif ou positif sur les résultats enregistrés.

Cependant, on note encore des rentrées prématurées et tardives illustrées par la présence d'effectifs importants d'enfants scolarisés avec des âges se situant en dehors de la tranche 06-11 ans. En 2014/15, ces effectifs s'élèvent à 143 570 élèves et représentent près de 22,7% des effectifs globaux. Le taux net de scolarisation pour la même année est estimé à près de 81,1%. Ce qui fait apparaître qu'environ 19% des enfants en âge scolaire sont encore en dehors de l'école formelle.

Il est à souligner à cet égard que ces statistiques ne prennent pas en compte les enfants fréquentant l'enseignement originel dans les mahadras³ dont la contribution à l'effort d'éducation pour la classe d'âge concernée reste méconnue par l'absence de statistiques couvrant ce volet séculaire de l'éducation non formelle encore relativement bien prisé par bon nombre de familles.

Nonobstant le niveau de cette contribution, deux constats peuvent être formulés concernant les effectifs ne disposant d'aucune prise en charge de leurs besoins en éducation de base :

- Les objectifs liés au développement de l'offre par l'extension de la capacité d'accueil, notamment à travers la construction et la réhabilitation de salles de classes n'ont pas atteint les résultats escomptés pour les années considérées. On note même une dégradation de l'état de celles qui existent en particulier par l'absence de maintenance et par le fait des intempéries ayant rendu bon nombre de salles de classes hors usage. Les mesures liées à la mise en place d'une offre alternative non formelle n'ont pas encore atteint le niveau d'exécution souhaitée et n'ont pas eu de ce fait l'impact attendu ;
- Les mesures orientées vers la stimulation de la demande dans les zones présentant des poches de résistance à la scolarisation pour des raisons liées notamment au contexte socioéconomiques des populations n'ont pas, elles aussi, été suffisamment prises en charge dans les plans d'actions mis en œuvre jusqu'ici ;
- La loi sur l'éducation n° 2001-054 précise que « l'enseignement fondamental est obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de six à quatorze ans révolus pour une durée de scolarité au moins égale à 6 ans ». Cette loi instaure donc l'égalité des sexes. Cependant, elle n'est pas assortie de mesures d'accompagnement qui permettraient sa mise en œuvre effective et des milliers d'enfants ne sont toujours pas scolarisés.

La complétude des écoles

³ Voir MAIEO

La proportion des écoles à cycle complet est passée au plan national de 29,7% en 2009/10 à 35,7% en 2014/15 soit un accroissement annuel moyen de 1,2 point. Ce taux n'a quasiment pas varié comparativement à celui de l'année dernière.

L'objectif cible pour cet indicateur de restructuration de l'offre dans le cadre du PNDSE II est de le faire passer de 26% en 2009 à 36% en 2015 et à 40% en 2020. Au rythme de l'évolution actuelle (6,1 points sur la période soit 1,2 point par an), il est permis d'espérer que cette cible sera atteinte à l'horizon 2020.

Du côté de l'offre, la stratégie de regroupement des écoles choisie par le gouvernement doit être assortie de moyens conséquents pour mener à bien la sensibilisation des populations dans ce sens et aboutir rapidement.

Tableau 5 : Proportion des écoles complètes par wilaya entre 2009/10 et 2014/15

Wilaya/Année	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	Ecart annuel moyen
H.Charghi	12,5	13,7	15,6	16,6	16,7	16,1	0,72
H.Gharbi	10,8	11	16,1	11,5	11,5	12,4	0,32
Assaba	16,9	17,2	19,1	19,8	21	20,9	0,8
Gorgol	20,3	22	22,6	24,5	25,4	25,8	1,1
Brakna	34,8	37,8	39,1	40,6	41,3	44,3	1,9
Trarza	33,2	31,8	34,8	33,2	35,7	37,8	0,92
Adrar	27,3	25,2	28	25,5	28,6	28,2	0,18
Nouadhibou	79,3	75,9	75,3	78,3	77,1	78,1	-0,24
Tagant	22,7	23,6	24,1	26,2	27,4	28,3	1,12
Guidimakha	25,7	28,7	35,7	31,7	33,6	36,5	2,16
T.Zemmour	80,6	74,2	77,4	81,3	71,1	84,8	0,84
Inchiri	37	44	35,7	39,3	38,7	40,6	0,72
Nouakchott	91,4	89,2	88,2	95,7	95,9	85,7	-1,14
National	29,7	30,5	33,9	34,9	35,8	35,7	1,2
Ecart-type	26,4	24,7	23,7	26,0	24,4	24,4	-0,40

Source : Direction des Stratégies, de la Planification et de la Coopération

Au plan régional, de très fortes disparités sont à noter entre les wilayas. En effet la proportion d'écoles complètes varie entre 16,1% dans le H. Charghi à 85,7% à Nouakchott. Bien que l'on assiste à une réduction des disparités entre les régions, celles-ci restent quand même très élevées. L'écart moyen entre les wilayas (écart type) est de 24,4 points de pourcentage en 2014/15 contre 26,4 points en 2009/10.

La configuration régionale de cet indicateur par rapport à la moyenne nationale observée en 2014/15 est presque identique à celle de 2013/14 :

- Les wilayas urbaines ou à forte concentration urbaine présentent un taux élevé d'écoles à cycle complet variant de plus de 71% à 85% sur la période. Il s'agit, comme l'année dernière, des wilayas de Nouakchott, de Dakhlet-Nouadhibou et du Tiris-Zemmour ;
- Les wilayas rurales plus ou moins semi urbanisées affichent des taux supérieurs à la moyenne nationale sur la même période. Ce sont les wilayas du Brakna, du Trarza, de l'Inchiri et du Guidimakha ;
- Le troisième groupe est constitué des 6 autres wilayas rurales dont les taux sont inférieurs à la moyenne nationale pour les années considérées et qui ont pour caractéristique commune de faible taux d'urbanisation en général.

Les améliorations constatées seraient dues en grande partie aux efforts en matière de restructuration de l'offre poursuivis jusqu'ici à travers notamment le recours aux classes multigrades et à l'abandon progressif du double flux et de la double vacation. Les progrès enregistrés dans ce cadre ont eu un impact certain sur l'amélioration de la rétention qui reste à consolider et à renforcer.

Mais du côté de la demande les mesures, citées en fin 2013 comme étant nécessaires ne sont toujours pas suffisamment prises en compte jusqu'ici, en particulier :

- Une meilleure connaissance des facteurs de demande agissant sur la rétention et la non-scolarisation ;
- La stimulation de la demande d'éducation par un appui aux familles pauvres et défavorisées dans l'optique d'aider les enfants les plus vulnérables à fréquenter l'école, par des mesures qui diminuent ou compensent les charges des familles (distribution gratuite des manuels scolaires, des fournitures de base, etc.) ;
- L'organisation de campagnes de sensibilisation en direction des parents et des communautés sur la nécessité de scolariser leurs enfants, notamment dans les zones en retard ;
- L'atténuation des disparités entre genres, régions et milieux socio-économiques à travers la mise en place de programmes ciblés pour les wilayas, zones et groupes défavorisés en termes de scolarisation, avec une attention particulière au renforcement de la scolarisation des filles par des mesures spécifiques telles que la mobilisation sociale ;
- Les programmes ciblant les non scolarisés et les déscolarisés précoce n'ont pas encore connu le niveau d'exécution souhaité à travers notamment : (i) l'instauration d'un cadre adéquat et d'une politique en la matière, (ii) l'expérimentation d'un modèle, (iii) sa généralisation et (iv) la mise en place de passerelles avec l'éducation formelle générale, l'enseignement originel et avec la FTP.

b) L'accès au secondaire

Les élèves inscrits dans l'enseignement secondaire sont passés de 177 267 en 2013/14 à 187 560 en 2014/15, soit une hausse de 5,8%. La croissance est beaucoup plus forte en comparant ces effectifs avec l'année scolaire 2009/10. En effet, entre 2009/10 et 2014/15, l'on a enregistré 75 386 élèves de plus soit une croissance annuelle moyenne de 10,8%. Sur cette même période, l'augmentation du nombre d'élèves dans le privé a été plus importante (13% contre 10% dans le public). Par ailleurs, les effectifs projetés pour l'année 2014/15 sont de 169 435 élèves témoignant ainsi que les objectifs ont donc été atteints en ce qui est de l'offre au secondaire.

Tableau 7 : Evolution des effectifs élèves, enseignants, établissements et salles de classe au secondaire

	Statut	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	TAMA (%)
Elèves	Public	82 261	91 224	111 460	127 179	125 427	132 493	10,0
	privé	29 953	32 025	39 994	44 086	51 840	55 067	13,0
	Total	112 214	123 249	151 454	171 265	177 267	187 560	10,8
Enseignants	Public	3 348	3 493	3 230	3 575	3 660	3 762	2,4
	privé	2 225	2 376	2 704	3 077	3 419	3 819	11,4
	Total	5 573	5 869	5 934	6 652	7 079	7 581	6,3
Etablissements	Public	195	201	205	221	231	243	4,5
	privé	158	183	197	218	254	296	13,4
	Total	353	384	402	439	485	539	8,8
Salles de classe	Public	2 100	2 216	2 148	2 247	2 305	2 489	3,5

	privé	1 097	1 159	1 342	1 530	1 747	1 970	12,4
	Total	3 197	3 375	3 490	3 777	4 052	4 459	6,9

Source : Direction des Stratégies, de la Programmation et de la Coopération (DSPC/MEN)

En ce qui concerne les enseignants, leur effectif s'est accru de 7,1% entre 20013/14 et 2014/15. En effet, le nombre d'enseignants est passé de 7 079 et 7 581 au cours des deux dernières années. Par rapport à l'année scolaire 2009/10, on enregistre un taux annuel moyen de 6,3%. Ce taux de croissance est de 11,4% au privé et de 2,4% au public. En effet, les effectifs des enseignants dans le public sont passés de 3 348 à 3 762.

Les effectifs d'enseignants simulés pour le secondaire public tous cycles confondus pour l'année scolaire 2014/15 sont de 4 089. Ces objectifs sont toujours loin d'être atteints, c'est ce qui explique le déficit récurrent en enseignant particulièrement au premier cycle. Ce déficit a pour corollaire, la hausse des taux d'encadrement par rapport aux normes fixées. Ces contre-performances déjà indiquées, sont dues à la gestion peu rationnelle des enseignants, en particulier le manque de cohérence entre l'évolution des structures pédagogiques prévisionnelles et la programmation des besoins en enseignants. De plus, des insuffisances liées au redéploiement et à l'affectation des enseignants se manifestant par l'utilisation, souvent peu justifiée, de bon nombre d'entre eux hors des classes sont des facteurs aggravant de la situation cumulés avec des effets d'une attrition naturelle mal prise en compte.

Par ailleurs, au cours de cette même période, le nombre d'établissements secondaires est passé de 353 à 539 soit une augmentation de 186 établissements en six ans. Au cours de la même période, la progression annuelle moyenne au niveau du privé a été de 13,4%. Le nombre de salles de classe quant à lui a connu le un rythme de progression en moindre. En effet, entre 2009/10 et 2014/15, le nombre de salles de classe au secondaire est passé de 3 197 à 4 459 soit un taux d'accroissement annuel moyen de 6,9%. Cette croissance est de 12,4% au niveau du privé contre 3,5% dans le public.

Si d'énormes efforts ont été consentis dans la réalisation des infrastructures, force est de constater que les objectifs n'ont pas été atteints en termes d'offre. En effet, Il se pose là aussi comme pour les enseignants un problème d'adéquation entre les réalisations et les besoins en salles de classe tels qu'ils découlent de l'évolution des structures pédagogiques prévisionnelles. Les retards dans l'exécution des travaux de construction dus principalement à la lourdeur des procédures de passation des marchés.

2.1.2 Amélioration de la qualité

a) Amélioration de la qualité et de l'efficacité interne de l'enseignement fondamental

Taux de redoublement

Le taux de redoublement au fondamental est passé de 3,6% en 2013/14 à 3,3% en 2014/15 soit une légère baisse de 0,3 point. Comparativement à son niveau de 2010/11, on observe plutôt une hausse de 0,6 point de cet indicateur. Toutefois, ce taux reste inférieur à la cible du PNDSE II fixé en 2015 à 4,6%.

D'une manière générale, les taux de redoublement des filles sont supérieurs à ceux des garçons durant les cinq dernières années exceptés en 2014/15 où ceux-ci sont identiques.

Tableau 8 : Taux de redoublement par wilaya et par genre entre 2010/11 et 2014/15

Année	2010/2011			2011/2012			2012/2013			2013/2014			2014/2015			Ecart annuel moyen		
Wilaya/Genre	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
H.Charghi	1,5	1,4	1,4	0,9	0,7	0,8	0,1	0,1	0,1	1,6	1,7	1,6	2,7	2,8	2,7	0,30	0,34	0,33
H.Gharbi	0,4	0,5	0,4	1,2	1,6	1,4	3,1	3,7	3,5	1,3	1,2	1,2	0,7	0,6	0,7	0,08	0,03	0,06
Assaba	1,1	1,5	1,3	2,1	2,1	2,1	1,4	1,4	1,4	1,5	1,7	1,6	0,3	0,2	0,3	-0,20	-0,32	-0,26
Gorgol	3,1	3,3	3,2	3,2	3,5	3,3	1,6	1,9	1,7	3,5	4,0	3,8	0,7	0,8	0,7	-0,61	-0,62	-0,61
Brakna	3,8	4,0	3,9	7,3	7,7	7,5	6,2	7,1	6,6	2,4	2,5	2,5	6,9	7,1	7,0	0,77	0,77	0,77
Trarza	1,0	1,2	1,1	1,5	1,7	1,6	1,6	1,8	1,7	1,8	2,0	1,9	2,0	2,0	2,0	0,26	0,21	0,24
Adrar	5,7	6,5	6,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	6,1	7,4	6,7	0,10	0,22	0,16
Nouadhibou	8,3	7,3	7,8	6,1	6,6	6,3	5,4	5,3	5,4	0,3	0,4	0,3	1,4	1,5	1,4	-1,72	-1,46	-1,59
Tagant	0,1	0,2	0,2	0,6	0,8	0,7	4,0	4,8	4,4	3,5	4,1	3,8	9,0	8,9	8,9	2,23	2,16	2,18
Guidimakha	5,5	4,9	5,2	5,7	4,4	5,1	0,8	0,8	0,8	6,6	7,6	7,1	2,0	1,8	1,9	-0,87	-0,78	-0,82
T.Zemmour	9,6	10,3	9,9	11,3	11,4	11,4	9,3	11,0	10,1	6,4	7,5	6,9	11,1	10,8	11,0	0,37	0,13	0,26
Inchiri	1,3	0,3	0,8	5,5	5,1	5,3	8,6	9,2	8,9	4,4	5,1	4,8	8,7	7,8	8,3	1,86	1,86	1,86
Nouakchott	2,4	3,0	2,7	4,8	5,4	5,1	5,2	5,3	5,3	5,9	6,3	6,1	4,6	4,6	4,6	0,55	0,39	0,47
National	2,7	2,8	2,7	3,6	3,8	3,7	3,2	3,5	3,3	3,4	3,7	3,6	3,3	3,3	3,3	0,16	0,13	0,16
Ecart type	2,9	3,0	2,9	3,2	3,2	3,2	3,0	3,4	3,2	2,1	2,5	2,3	3,5	3,5	3,5	0,15	0,12	0,14

Source : Direction des Stratégies, de la Planification et de la Coopération

Les disparités entre les taux de redoublement sont aussi perceptibles au niveau des régions. En effet, en 2014/15, le taux de redoublement varie de 0,7% dans le H. Gharbi à 11% dans le T. Zemmour. Six (06) se distinguent avec des taux supérieurs à la cible de 2015 (4,6%). De plus, l'écart moyen entre les différents taux de redoublement et la moyenne de ces taux est de 3,5 points. Comparativement aux données de 2010/11, on assiste à une persistance des disparités au niveau des régions car entre 2010/11 et 2014/15, l'écart type des taux de redoublement s'est accru en moyenne par an de 1,4 point.

Ratio élève/maître (REM)

Au cours de l'année scolaire 2014/15, le taux d'encadrement est de 35,8 élèves par enseignant. Cette valeur est en hausse de 1,8 point par rapport à celle de l'année précédente (34). Comparativement à l'année scolaire 2009/10, le taux d'encadrement a baissé en moyenne de 0,65 point par an.

Tableau 9 : Evolution du ratio élèves/maître par wilaya au fondamental de 2009/10 à 2014/15

Wilaya/Année	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/2015	Ecart annuel moyen
H.Charghi	43,66	53,00	47,00	55,00	49,00	45,27	0,32
H.Gharbi	39,20	37,00	70,00	42,00	42,00	38,19	-0,20
Assaba	48,40	55,00	48,00	48,00	48,00	48,50	0,02
Gorgol	54,10	58,00	60,00	58,00	60,00	63,96	1,97
Brakna	50,70	48,00	48,00	47,00	45,00	51,11	0,08
Trarza	35,80	37,00	34,00	26,00	34,00	33,49	-0,46
Adrar	30,37	32,00	35,00	33,00	32,00	30,55	0,04
Nouadhibou	31,67	30,00	33,00	30,00	34,00	27,79	-0,78
Tagant	29,74	41,00	34,00	34,00	35,00	33,84	0,82
Guidimakha	55,68	57,00	113,00	78,00	50,00	44,67	-2,20
T.Zemmour	34,63	30,00	34,00	32,00	34,00	28,81	-1,16
Inchiri	25,10	20,00	20,00	21,00	22,00	23,83	-0,25

Nouakchott	29,97	27,00	26,00	26,00	21,00	24,88	-1,02
National	39,07	39,00	40,00	37,00	34,00	35,81	-0,65

Source : Direction des Stratégies, de la Planification et de la Coopération

Par ailleurs, le taux d'encadrement au niveau national cache des disparités au niveau régional. En 2014/15, le taux d'encadrement varie entre 23,8 élèves par enseignant à Nouakchott à 63,96 élèves par enseignant dans le Gorgol. A l'exception des régions de H. Charghi (45,3), Assaba (48,5), Gorgol (63,96), Brakna (51,11) et Guidimakha (44,67) toutes les autres ont un taux d'encadrement inférieur à 40 élèves par maître.

Rétention

La capacité de rétention de l'enseignement fondamental constituait un enjeu important de la première phase du PNDSE. En tenant compte de l'accès et des conditions de rétention tout au long du cycle (méthode longitudinale), on note une amélioration du niveau d'achèvement des élèves entre 2010/11 et 2014/15. En effet, au cours de cette même période, le taux de rétention est passé de 60,8% à 68,8% soit un gain de 8 points de pourcentage.

Le taux de rétention est plus important au niveau des filles (69,2% contre 68,4% en 2014/15). Le même constat est observé en 2013/14.

Au niveau régional, une enregistre d'importantes disparités. En effet, le taux de rétention varie entre 43,5% dans le H. Charghi à 105,8% à Nouakchott. En outre, l'écart moyen entre le taux de rétention des régions et la moyenne des taux de rétention est de 20,2 points. La dispersion est encore plus forte au niveau des filles (21,3 contre 19,6 points).

Tableau 10 : Evolution du taux de rétention au fondamental de 2009/10 à 2014/15

Wilaya	2010/11			2011/12			2012/13			2013/14			2014/15		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
H. Charghi	40,7	42,6	41,7	45,1	45,8	45,4	47,5	46,5	47,0	43,0	44,6	43,8	44,0	43,0	43,5
H. Gharbi	39,3	45,3	42,4	46,8	50,5	48,7	35,3	39,9	37,7	38,3	46,8	42,6	42,9	49,2	46,2
Assaba	37,5	37,6	37,6	45,7	46,3	46,0	44,9	43,4	44,1	51,3	51,0	51,2	47,1	50,1	48,5
Gorgol	43,6	40,3	42,0	56,3	48,6	52,5	57,8	57,3	57,6	70,5	66,1	68,3	72,0	69,5	70,7
Brakna	59,6	60,1	59,8	54,8	57,6	56,1	50,3	51,3	50,8	50,6	51,8	51,2	50,7	55,9	53,4
Trarza	58,7	61,5	60,1	63,7	68,7	66,2	66,5	73,3	69,8	65,1	72,5	68,7	80,5	90,9	85,5
Adrar	53,1	59,9	56,3	79,4	83,4	81,3	81,8	88,1	84,7	65,9	62,5	64,2	62,6	57,4	60,1
Nouadhibou	81,0	82,6	81,8	87,7	86,7	87,2	81,0	86,1	83,5	105,3	92,7	98,8	81,5	93,2	87,3
Tagant	48,7	45,3	47,0	39,2	35,7	37,5	46,8	40,3	43,6	52,3	47,6	50,0	48,6	45,1	46,9
Guidimagha	61,6	47,0	54,4	63,6	49,6	56,6	68,2	55,1	61,7	50,5	38,9	44,8	68,6	59,2	64,0
T. Zemour	82,9	92,7	87,6	75,8	83,7	79,6	85,5	85,7	85,6	113,4	95,4	104,6	95,0	100,0	97,4
Inchiri	68,6	80,3	74,4	78,5	101,9	89,1	82,0	50,7	66,0	103,3	81,1	92,1	78,2	82,0	80,1
Nouakchott	124,0	131,4	127,7	100,9	103,8	102,3	108,6	109,3	109,0	102,9	106,7	104,8	106,2	105,4	105,8
National	60,3	61,4	60,8	63,2	63,1	63,2	63,5	63,3	63,4	63,6	64,0	63,8	68,4	69,2	68,8
<i>Ecart type</i>	23,0	25,9	24,2	18,1	22,1	19,7	20,3	21,5	20,3	25,6	21,2	23,0	19,6	21,3	20,2

Source : Direction des Stratégies, de la Planification et de la Coopération

Entre 2010/11 et 2014/15, la parité entre garçons et filles est presque parfaite avec un léger avantage pour les filles. Si dans presque toutes les régions, l'on a la parité en filles/garçons cela n'est pas le cas dans 3 régions qui ne sont encore parvenu à ce stade au cours des cinq (05) dernières années. Il s'agit des régions du Gorgol, de Tagant et du Guidimakha avec des indices de parités n'excédant pas les 0,96.

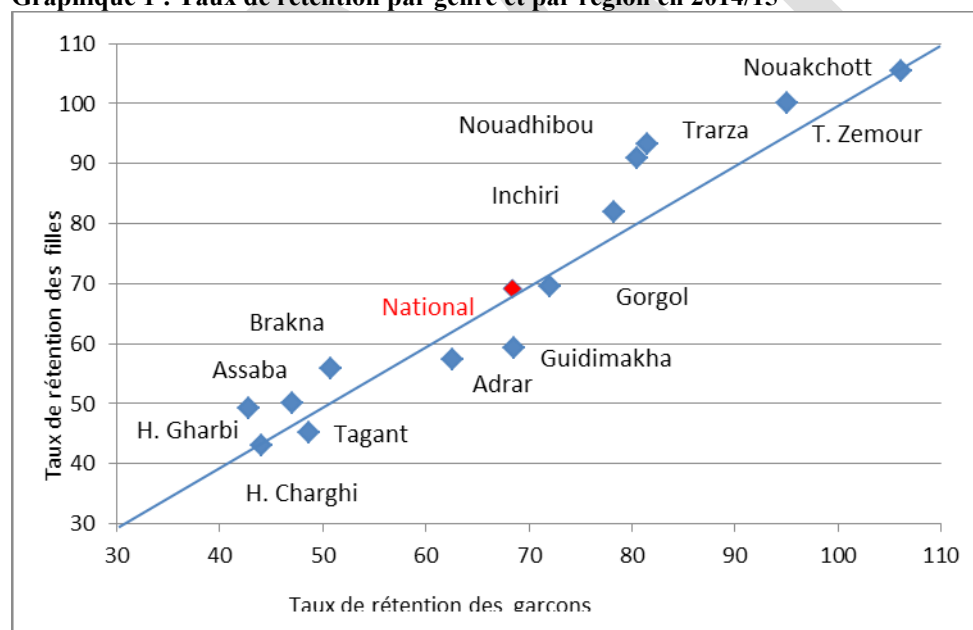
Tableau 1 : Evolution de l'indice de parité de genre du taux de rétention par région entre 2010/11 et 2014/15

Wilaya/ Année	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	Ecart annuel moyen
H.Charghi	1,05	1,02	0,98	1,04	0,98	-0,02
H.Gharbi	1,15	1,08	1,13	1,22	1,15	0,00
Assaba	1,00	1,01	0,97	0,99	1,06	0,02
Gorgol	0,92	0,86	0,99	0,94	0,96	0,01
Brakna	1,01	1,05	1,02	1,02	1,10	0,02
Trarza	1,05	1,08	1,10	1,11	1,13	0,02
Adrar	1,13	1,05	1,08	0,95	0,92	-0,05
Nouadhibou	1,02	0,99	1,06	0,88	1,14	0,03
Tagant	0,93	0,91	0,86	0,91	0,93	0,00
Guidimakha	0,76	0,78	0,81	0,77	0,86	0,03
T.Zemmour	1,12	1,10	1,00	0,84	1,05	-0,02
Inchiri	1,17	1,30	0,62	0,78	1,05	-0,03
Nouakchott	1,06	1,03	1,01	1,04	0,99	-0,02
National	1,02	1,00	1,00	1,01	1,01	0,00

Source : Direction des Stratégies, de la Planification et de la Coopération

Le graphique ci-après résume au mieux les disparités entre régions et par genre. En 2014/15, quatre (04) régions ont un indice de parité inférieur à 1 c'est-à-dire pour 100 garçons terminant leur cycle on a moins de 100 filles. Deux (02) régions ont une parité presque parfaite entre filles/garçons et les sept (07) autres régions ont une parité en faveur des filles.

Graphique 1 : Taux de rétention par genre et par région en 2014/15



Source : Direction des Stratégies, de la Planification et de la Coopération

L'ensemble des wilayas présentant des valeurs inférieures à 1 c'est-à-dire celles où la parité n'est pas encore effective

méritent une attention particulière dans les efforts d'amélioration de la rétention au niveau des plans d'actions. Ce qui suppose que les causes probables du retard dans ce cadre soit identifiées et traiter plus efficacement.

Les résultats aux examens de fin du cycle fondamental

Les résultats des examens nationaux constituent à la fois un instrument de pilotage par la performance et un outil d'évaluation exhaustive de l'efficacité interne du système. Leur analyse permet d'éclairer les avancées, les stagnations et les éventuels reculs en matière de qualité. L'analyse des résultats des examens nationaux en montre des avancées en matière de qualité.

En 2014/15, le taux d'admis au concours d'entrée en première année du secondaire a été de 55,1%. Le taux est en baisse de 1,3 point par rapport à 2013/14.

Le taux d'admission au concours d'entrée en première année du secondaire des garçons est supérieur à celui des filles (56,3% contre 54,0%).

Le tableau suivant récapitule les résultats du concours d'entrée en 1ère année du secondaire sur les 3 dernières années.

Tableau 11 : Evolution des résultats du concours d'entrée en 1ère année du secondaire

Wilaya/ Genre	2013			2014			2015			Ecart annuel moyen		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
H.Charghi	55,3	55,3	55,3	56,9	55,9	56,4	53,2	52,3	52,8	-1,0	-1,5	-1,3
H.Gharbi	43,6	39,4	41,3	50,1	48,0	49,0	56,6	49,1	52,4	6,5	4,9	5,6
Assaba	64,5	60,4	62,5	61,9	54,0	58,0	66,8	61,9	64,3	1,1	0,8	0,9
Gorgol	56,3	54,1	55,2	62,4	61,8	62,1	58,8	58,0	58,4	1,3	2,0	1,6
Brakna	71,9	70,5	71,2	69,7	68,9	69,3	64,1	64,1	64,1	-3,9	-3,2	-3,5
Trarza	57,8	53,0	55,4	51,5	48,3	49,9	56,3	55,2	55,7	-0,8	1,1	0,2
Adrar	66,0	60,8	63,6	51,6	49,0	50,4	63,6	57,2	60,6	-1,2	-1,8	-1,5
Nouadhibou	57,2	55,6	56,4	61,8	62,6	62,2	58,8	57,5	58,1	0,8	0,9	0,9
Tagant	56,7	50,1	53,6	43,5	42,8	43,2	33,7	31,3	32,6	-11,5	-9,4	-10,5
Guidimakha	51,6	49,8	50,9	64,4	60,4	62,9	41,6	37,7	39,9	-5,0	-6,1	-5,5
T.Zemmour	49,7	52,4	50,9	56,7	55,6	56,2	51,4	42,8	47,3	0,8	-4,8	-1,8
Inchiri	51,3	58,3	54,3	51,6	53,6	52,6	54,6	55,4	55,0	1,7	-1,4	0,3
Nouakchott	55,5	51,9	53,6	52,3	50,6	51,4	56,4	54,0	55,1	0,5	1,0	0,7
National	57,2	54,1	55,7	57,7	55,1	56,4	56,3	54,0	55,1	-0,5	0,0	-0,3

Source : Direction des Examens et Concours

Au niveau des régions, le taux d'admission au concours d'entrée en première année du secondaire est très variable. En effet, ce taux varie de 32,6 dans le Tagant à 64,3 dans l'Assaba. Si la plupart des régions ont un taux d'admission supérieur à 50%, cela n'est pas le cas des trois régions que sont le Tagant (32,6%), le Guidimakha (39,9%) et le T. Zemmour (47,3%).

Le tableau ci-après fournit les résultats du concours d'entrée en 1ère année par statut des écoles de 2012 à 2015.

Tableau 12 : Evolution des résultats au concours d'entrée en 1ère année du secondaire de 2012 à 2015

Statut	Candidats Inscrits			Candidats Présents			Admis au concours			Taux d'admission			Scoré
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	
2012	53 484	10 294	63 778	49 092	10 000	59 092	23 353	6 253	29 606	47,6	62,5	50,1	85
2013	53 070	11 306	64 376	49 323	11 012	60 335	25 926	7 655	33 582	52,6	69,5	55,7	85
2014	51 463	11 967	63 430	48 049	11 630	59 679	25 623	8 031	33 654	53,3	69,1	59,4	85
2015	52 484	14 087	66 571	49 323	13 650	62 973	25 530	9 187	34 717	51,8	67,3	55,1	85

Source : Direction des Examens et Concours

De façon générale, entre 2012 et 2015, le taux d'admission au concours d'entrée au secondaire tourne autour de 50% dans le public et de 65% dans le privé. Sur cette même période, les résultats du privé sont toujours supérieurs à ceux du public. De plus, pour chacune des années, l'écart entre les taux d'admission dans le privé et dans le public excède les 15 points de pourcentage.

Il est à noter par ailleurs que les seuils d'admission sont en dessous de la moyenne et se situent entre 85 points sur 200 selon les années en fonction des possibilités d'accueil offertes. Ce qui veut dire qu'on peut être admis à accéder au premier cycle du secondaire sans avoir la moyenne aux examens de fin du fondamental.

Par ailleurs, l'examen des taux de participation montre que les abandons sont plus fréquents dans le public. En effet, le rapport entre les présents et les inscrits est plus important dans le privé (97% contre 93%).

En ce qui concerne le taux de réussite au certificat d'étude fondamental (CEF), il est à un niveau faible (36,8% en 2014/15). Il n'a presque pas varié par rapport à sa valeur de l'année précédente.

Tableau 13 : Taux d'admission à l'examen du Certificat réparti par wilaya

Wilaya	Présents			Admis au CEF >=100			Taux de réussite au CEF >=100 en 2014/15			Taux de réussite au CEF >=100 en 2013/14		
	T	OF	CP	T	OF	CP	T	OF	CP	T	OF	CP
H. Charchi	3 950	3 846	104	1 403	1 343	60	35,5	34,9	57,7	39,6	39,4	51,4
H. Gharbi	4 093	3 587	506	1 399	1 131	268	34,2	31,5	53,0	29,8	26,7	50,6
Assaba	4 193	3 882	311	1 887	1 712	175	45,0	44,1	56,3	38,7	37,0	61,4
Gorgol	4 737	4 471	266	2 067	1 922	145	43,6	43,0	54,5	44,8	44,1	61,2
Brakna	5 939	5 730	209	2 773	2 630	143	46,7	45,9	68,4	51,2	50,4	66,1
Trarza	6 666	6 455	211	2 447	2 343	104	36,7	36,3	49,3	30,6	30,4	37,3
Adrar	1 558	1 488	70	603	555	48	38,7	37,3	68,6	29,0	27,5	78,0
Nouadhibou	2 673	1 726	947	1 039	581	458	38,9	33,7	48,4	41,8	36,2	53,6
Tagant	1 666	1 591	75	267	254	13	16,0	16,0	17,3	22,2	22,3	0,0
Guidimagha	3 931	3 812	119	984	906	78	25,0	23,8	65,5	46,5	46,5	-
T. Zemmour	1 306	1 046	260	365	237	128	27,9	22,7	49,2	36,1	33,4	47,9
Inchiri	369	321	48	123	99	24	33,3	30,8	50,0	31,7	31,9	31,1
Nouakchott	21 892	11 368	10 524	7 836	2 753	5 083	35,8	24,2	48,3	33,2	21,8	47,6
National	62 973	49 323	13 650	23 193	16 466	6 727	36,8	33,4	49,3	37,0	34,1	49,0

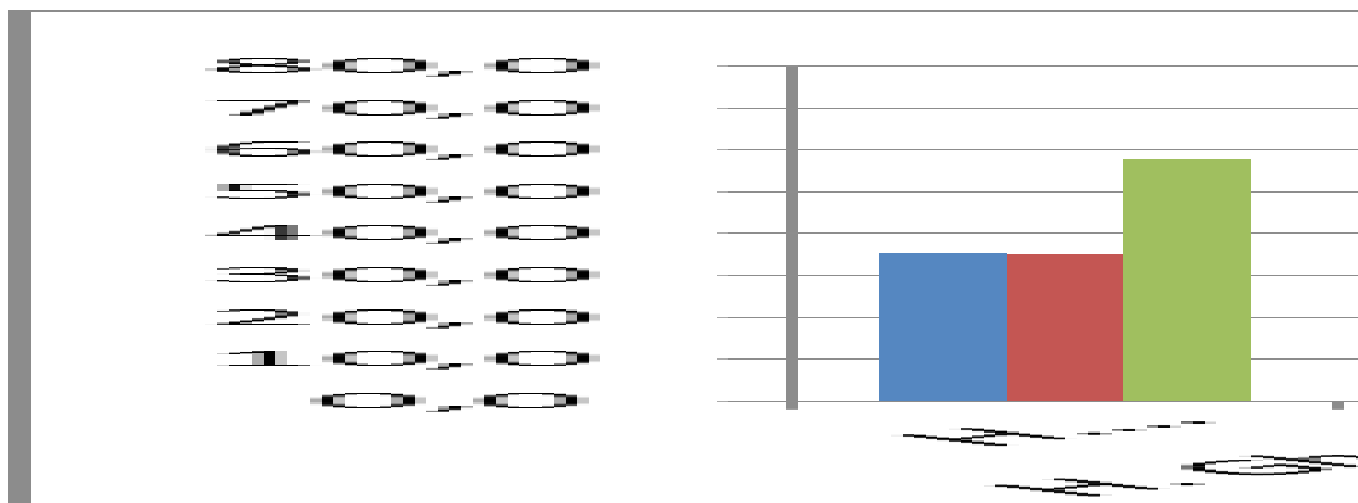
Source : Direction des Examens et Concours

Le taux de réussite dans le privé (49,3%) est supérieur à celui du public (33,4%) aussi bien en 2013/14 qu'en 2014/15.

Les différences de taux sont aussi perceptibles au niveau des régions. En effet, le taux de réussite au CEF varie de 16% dans le Tagant à 46,7% dans le Brakna. De plus dans toutes les régions, le taux de réussite dans le privé est supérieur à celui enregistré dans le public. Cette même tendance est observée en 2013/14 sauf dans le Tagant, Guidimakha et l'Inchiri.

Comparativement aux objectifs fixés dans le PNDSE (57% en 2015) pour ce taux, on enregistre un écart de plus de 20 points de pourcentage par rapport au taux de 2014/15.

Graphique 2 : Taux de réussite au CEF dans le public et le privé par région en 2014/15



Source : DSPC à partir des données de la DEC

b) Amélioration de la qualité et de l'efficacité interne de l'enseignement secondaire

Le taux de redoublement au premier cycle secondaire

Le taux de redoublement au collège a connu une baisse de 1,5 point par rapport à l'année dernière passant ainsi de 10,5% à 9,0%. Bien que ce taux ait connu une amélioration, il est loin de l'objectif de 2015 qui est de 6,2%.

Comparativement à son niveau de 2010/11, le taux de redoublement a une croissance annuelle moyenne de 0,1 point.

Tableau 14 : Taux de redoublement au 1er cycle du secondaire par wilaya et par genre entre 2010/11 et 2014/15

Wilaya	2010/11			2011/12			2012/13			2013/14			2014/15			Ecart annuel moyen		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
H. Charghi	8,3	4,8	6,6	8,4	10,3	9,2	3,6	4,1	3,8	14,8	14,0	14,4	9,7	9,4	9,5	0,3	1,2	0,7
H. Gharbi	7,5	10,4	9,0	6,4	7,3	6,8	6,1	6,6	6,4	7,6	8,1	7,9	11,0	14,5	12,8	0,9	1,0	1,0
Assaba	5,2	5,7	5,4	11,2	9,1	10,2	9,7	11,4	10,3	13,2	14,5	13,8	2,6	4,4	3,4	-0,6	-0,3	-0,5
Gorgol	19,2	21,6	20,3	12,1	11,7	11,9	5,7	6,1	5,9	23,7	24,6	24,1	14,6	15,7	15,1	-1,1	-1,5	-1,3
Brakna	9,2	14,8	11,7	8,9	9,6	9,2	15,2	17,3	16,2	13,0	14,7	13,8	13,2	14,7	13,9	1,0	0,0	0,5
Trarza	7,2	8,8	7,9	3,6	3,1	3,4	3,3	3,0	3,2	2,7	2,4	2,6	8,1	7,9	8,0	0,2	-0,2	0,0
Adrar	6,3	21,7	12,7	5,2	8,9	6,8	10,2	4,1	7,6	9,0	15,3	12,2	6,9	17,8	12,1	0,1	-1,0	-0,1
Nouadhibou	8,8	7,1	8,0	12,6	13,6	13,1	0,2	0,3	0,3	3,0	8,0	5,3	5,8	6,7	6,3	-0,7	-0,1	-0,4
Tagant	2,0	3,1	2,5	17,9	19,5	18,6	8,8	9,3	9,0	12,7	15,5	14,0	15,5	14,1	14,9	3,4	2,7	3,1
Guidimagha	23,4	22,1	23,0	5,9	7,0	6,2	3,4	3,5	3,4	22,0	37,4	27,5	28,0	25,1	27,0	1,1	0,8	1,0
T. Zemour	9,6	13,7	11,5	10,0	10,4	10,1	12,5	10,4	11,5	16,6	15,8	16,2	12,4	9,8	11,2	0,7	-1,0	-0,1
Inchiri	13,8	9,8	12,0	13,8	19,5	16,4	12,0	5,5	8,9	20,1	16,8	18,5	15,9	12,9	14,5	0,5	0,8	0,6
Nouakchott	6,3	6,2	6,2	6,3	8,0	7,1	8,5	7,5	8,0	9,0	7,4	8,2	5,9	5,2	5,6	-0,1	-0,2	-0,2
National	8,6	9,2	8,9	7,7	8,6	8,1	7,6	7,4	7,5	10,5	10,3	10,4	9,0	8,8	8,9	0,1	-0,1	0,0
Ecart type	5,6	6,5	5,5	3,9	4,5	4,1	4,2	4,3	4,0	6,4	8,4	6,7	6,2	5,5	5,7	0,1	-0,2	0,0

Source : Direction des Stratégies, de la Planification et de la Coopération

L'analyse suivant le genre indique le taux de redoublement des filles est légèrement inférieur à celui des garçons et ce, à partir de 2012/13.

Au plan régional, le taux de redoublement varie de 3,4% dans l'Assaba à 27,0% dans le Guidimakha. En outre, on observe une réduction des disparités entre les régions surtout en ce qui est du taux de redoublement des filles. En effet, l'écart type est passé de 6,7 à 5,7 points et de 8,4 à 5,5 pour les filles.

Le taux de redoublement au 2nd cycle secondaire :

Le taux de redoublement au second cycle est au plan national de 13,5% en 2014/15. Il est en légère hausse de 0,2 point par rapport à celui de l'année dernière. La cible du PNDSE II fixée pour ce taux en 2015 est de 14%. C'est donc un niveau satisfaisant au regard des objectifs fixés. Par ailleurs, le taux de redoublement au 2nd cycle du secondaire connaît une croissance régulière entre 2010/11 et 2014/15. Au cours de cette période, cet indicateur a enregistré une croissance annuelle moyenne de 1,9 point.

Au niveau du genre, le taux de redoublement des filles est inférieur à celui des garçons sur toute la période de l'étude.

Tableau 14 : Taux de redoublement au 2nd cycle du secondaire par wilaya et par genre de 2010/11 à 2014/15

Wilaya	2010/11			2011/12			2012/13			2013/14			2014/15			Ecart annuel moyen		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
H. Charghi	0,5	0,0	0,3	5,8	6,3	6,0	6,1	5,9	6,0	10,4	19,6	14,6	17,6	19,1	18,3	4,3	4,8	4,5
H. Gharbi	14,4	15,8	15,1	9,0	11,0	10,1	5,7	6,7	6,2	7,9	9,3	8,6	14,7	14,3	14,5	0,1	-0,4	-0,2
Assaba	9,1	6,0	7,8	7,0	7,7	7,2	3,5	3,2	3,3	20,8	22,9	21,6	5,9	4,0	5,2	-0,8	-0,5	-0,7
Gorgol	11,3	12,0	11,5	15,4	15,8	15,5	0,9	0,6	0,8	44,2	34,5	40,3	23,6	20,5	22,3	3,1	2,1	2,7
Brakna	12,8	14,0	13,3	8,8	9,9	9,3	18,0	19,8	18,8	13,1	15,3	14,2	13,7	14,3	14,0	0,2	0,1	0,2
Trarza	2,0	4,0	2,9	22,8	23,1	22,9	5,4	8,7	6,8	1,4	1,4	1,4	16,0	13,1	14,6	3,5	2,3	2,9
Adrar	8,1	10,2	9,0	13,8	14,8	14,2	0,8	6,1	2,9	17,5	24,7	22,0	46,1	29,0	35,4	9,5	4,7	6,6
Nouadhibou	0,4	0,6	0,5	11,4	11,7	11,5	3,8	3,1	3,5	7,9	20,8	13,1	7,9	12,2	9,6	1,9	2,9	2,3
Tagant	9,2	8,5	8,9	19,5	18,5	19,1	4,5	7,4	5,8	14,9	12,9	14,0	19,5	20,3	19,9	2,6	2,9	2,8
Guidimagha	14,6	13,3	14,3	6,3	7,0	6,4	1,7	5,3	3,0	57,6	86,5	70,3	5,7	1,4	3,8	-2,2	-3,0	-2,6
T. Zemour	10,4	13,0	11,4	17,4	15,7	16,7	10,0	10,4	10,1	15,8	19,0	17,1	25,8	34,8	29,3	3,9	5,4	4,5
Inchiri	6,9	0,0	4,6	13,5	2,5	8,5	0,0	0,0	0,0	11,3	16,1	13,8	19,7	11,1	15,1	3,2	2,8	2,6
Nouakchott	5,0	4,7	4,9	8,1	7,2	7,7	10,2	9,3	9,8	11,7	10,0	10,9	12,5	12,4	12,5	1,9	1,9	1,9
National	6,1	5,8	5,9	10,0	9,6	9,8	8,5	8,3	8,4	13,4	13,2	13,3	13,6	13,4	13,5	1,9	1,9	1,9
Ecart type	4,7	5,4	4,9	5,2	5,5	5,1	4,8	4,8	4,7	15,0	20,1	16,9	10,2	8,7	8,5	2,8	2,3	2,4

Source : Direction des Stratégies, de la Planification et de la Coopération

Au niveau régional, le taux de redoublement en 2014/15 varie entre 3,8% et 35,4% respectivement dans la région de Guidimakha et d'Adrar. Bien que le pays enregistre une forte réduction des disparités au cours des deux dernières années (écart type passant de 16,9 à 8,5 points), les écarts entre régions ont une tendance générale à la hausse. Entre 2010/11 et 2014/15, les écarts entre les régions se creusent en moyenne par an de 2,4 points.

Le taux de réussite au BEPC :

En 2015, le taux de réussite au BEPC est de 41,2%. Au cours des trois dernières années on enregistre une évolution en dents de scie de cet indicateur. Comparativement à l'année dernière, le taux de réussite s'est accru de plus de 11 points.

Le taux de réussite au BEPC des filles (40,7%) est inférieur à celui des garçons (41,8%). En 2013, la différence entre filles et garçons a été de 12,3 points de pourcentage en faveur des garçons (42,3% contre 30,0%). Par contre les filles ont été plus performantes en 2014.

Tableau 15 : Taux de réussite au BEPC par genre et par wilaya entre 2013 et 2015

Wilaya	2013			2014			2015			Ecart annuel moyen		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
H. Charghi	41,3	24,3	31,8	38,6	34,3	36,1	50,1	37,1	42,7	4,4	6,4	5,4
H. Gharbi	36,8	21,8	27,5	36,9	20,1	26,4	43,7	25,4	32,5	3,4	1,8	2,5
Assaba	52,7	33,7	42,2	33,8	31,9	32,7	51,1	46,1	48,3	-0,8	6,2	3,1
Gorgol	72,7	57,7	65,2	42,0	43,7	42,9	37,1	50,5	43,8	-17,8	-3,6	-10,7
Brakna	54,7	37,6	45,2	40,6	36,7	38,5	54,3	43,0	48,0	-0,2	2,7	1,4
Trarza	42,1	28,3	34,6	34,1	27,9	30,6	48,1	41,3	44,4	3,0	6,5	4,9
Adrar	40,0	27,3	33,5	19,1	35,8	27,3	47,9	44,4	46,1	3,9	8,6	6,3
Nouadhibou	37,1	26,4	31,8	25,1	25,6	25,3	41,8	50,5	46,2	2,3	12,1	7,2
Tagant	49,8	31,3	40,9	16,2	31,7	23,7	29,3	41,1	35,1	-10,3	4,9	-2,9
Guidimagha	48,3	31,6	42,5	17,6	42,9	28,3	13,1	50,9	29,1	-17,6	9,6	-6,7
T. Zemmour	26,5	22,3	24,5	11,6	21,1	16,3	22,9	29,2	26,1	-1,8	3,4	0,8
Inchiri	30,4	25,3	27,8	4,9	20,2	12,2	35,2	34,1	34,6	2,4	4,4	3,4
Nouakchott	37,0	27,4	32,1	26,8	29,5	28,2	40,8	39,4	40,0	1,9	6,0	4,0
National	42,3	30,0	35,9	29,5	30,6	30,1	41,8	40,7	41,2	-0,3	5,3	2,6
Ecart type	11,5	9,0	10,2	11,6	7,6	8,0	11,6	7,7	7,2	0,0	-0,6	-1,5

Source : Direction des Examens et Concours

Au niveau régional, le taux de réussite en 2015 varie de 26,1% dans le T. Zemmour à 48,3% dans l'Assaba. L'écart moyen entre les taux de réussite au BEPC des régions et la moyenne des taux est passé de 10,2 en 2013 à 7,2 points en 2015. On assiste donc à une réduction des disparités régionales. Le taux de réussite des garçons est très variable d'une région à l'autre plus que celui des filles. En effet, l'écart type du taux de réussite des garçons est de 11,6 contre 7,7 points pour les filles en 2015.

Par ailleurs, l'analyse du taux de réussite suivant le statut révèle que les élèves inscrits dans le privé sont les plus performants (53,2% contre 40,1%) en 2015. Alors qu'en 2014, il y'avait pas de différence de performance entre les élèves du public et du privé sur le plan national. Les élèves se présentant en candidats libres réussissent le moins.

Tableau 16 : Taux de réussite au BEPC suivant la candidature public, privé ou libre en 2014 et 2015

Wilaya	2014				2015				Ecart annuel moyen			
	CL	CP	CO	T	CL	CP	CO	T	CL	CP	CO	T
H. Charghi	26,3	37,7	44,3	36,1	34,7	80,3	48,3	42,7	8,4	42,7	4,1	6,6
H. Gharbi	25,8	25,1	27,0	26,4	36,8	33,9	29,0	32,5	11,0	8,8	2,0	6,1
Assaba	23,0	34,8	40,9	32,7	43,2	47,1	52,9	48,3	20,2	12,3	12,0	15,6
Gorgol	43,7	33,3	42,6	42,9	40,7	55,9	45,9	43,8	-3,1	22,6	3,3	0,9
Brakna	35,3	53,8	41,2	38,5	45,3	47,1	50,6	48,0	10,0	-6,8	9,5	9,5

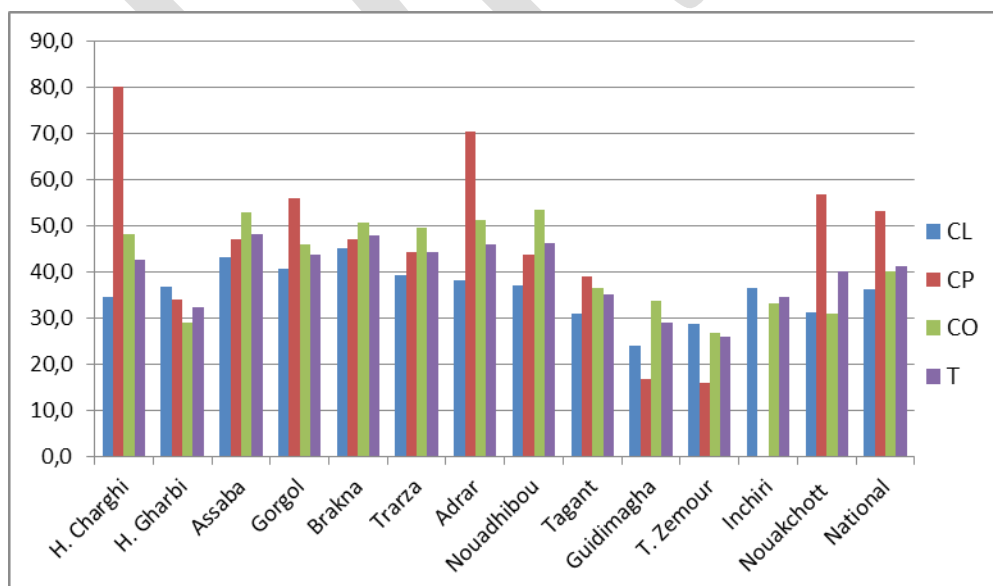
Trarza	23,0	29,5	37,2	30,6	39,4	44,4	49,7	44,4	16,4	15,0	12,4	13,8
Adrar	20,1	66,7	31,5	27,3	38,1	70,6	51,2	46,1	18,1	3,9	19,7	18,8
Nouadhibou	13,3	22,2	36,9	25,3	37,1	43,9	53,6	46,2	23,8	21,7	16,8	20,8
Tagant	13,6	13,3	29,9	23,7	31,0	39,0	36,4	35,1	17,5	25,7	6,5	11,4
Guidimagha	25,0	13,0	31,1	28,3	24,1	16,7	33,7	29,1	-0,9	3,6	2,5	0,8
T. Zemmour	24,5	5,7	16,7	16,3	28,7	16,1	26,9	26,1	4,2	10,4	10,2	9,8
Inchiri	9,0	-	13,8	12,2	36,5	-	33,1	34,6	27,5	-	19,3	22,4
Nouakchott	14,7	35,0	28,2	28,2	31,4	56,9	31,0	40,0	16,7	21,9	2,8	11,8
National	23,9	33,0	33,0	30,1	36,2	53,2	40,1	41,2	12,3	20,2	7,0	11,1
Ecart type	9,0	16,5	9,1	8,0	5,7	18,2	9,7	7,2	-3,4	1,7	0,6	-0,8

Source : Direction des Examens et Concours

Au niveau des régions, les résultats sont beaucoup plus dispersés au niveau des élèves du privé. En effet, en 2015, le taux de réussite varie de 16,1% dans le T. Zemmour à 80,3% dans le H. Charghi. L'écart moyen entre les taux de réussite et la moyenne de taux en 2014 et 2015 sont respectivement dans le privé 16,5 points et de 18,2 points contre respectivement 9,1 points et 9,7 points dans le public.

En 2015, on dénombre cinq (05) régions où les élèves du public ont les meilleurs résultats (Assaba, Brakna, Trarza, Nouadhibou et Guidimakha) et cinq régions avec des meilleurs taux au niveau du privé (H. Charghi, Gorgol, Adrar, Tagant et Nouakchott). Dans les trois régions restantes, les candidats libres ont été les plus performants (H. Gharbi, T. Zemmour et Inchiri).

Graphique 3 : Taux de réussite au BEPC en 2015 par région selon la candidature public, privé et libre



Source : DSPC à partir des données de la DEC

Taux de réussite au baccalauréat

En 2015, le taux de réussite au baccalauréat est à un niveau faible (14,5%). Il est en progression de 1,7 point par rapport à l'année précédente. Ce taux est largement en dessous des objectifs retenus dans le PNDSE II où l'on devrait atteindre 32% en 2015. Entre 2011 et 2015, on observe une tendance générale à la baisse.

Les taux de réussite au baccalauréat sont plus élevés au niveau du privé que dans le public et parmi les candidats libres excepté en 2011 où c'était le public qui venait en tête. Les résultats sont les plus faibles au niveau des candidats libres. Ces derniers représentent la proportion la plus importante des postulants au baccalauréat et enregistrent en même temps les taux les plus faibles. Ce groupe est généralement constitué des exclus du système notamment pour des raisons d'échecs répétés mais aussi des élèves de l'enseignement originel qui se présentent en grande partie sous ce statut.

Tableau 17 : Taux de réussite au Baccalauréat entre 2011 et 2015

Statut	Candidats Présents				Candidats Admis				Taux d'admission			
	Public	Privé	Libres	Total	Public	Privé	Libres	Total	Public	Privé	Libres	Total
2011	3 056	7 231	15 854	26 141	886	1 757	2 814	5 457	29,0	24,3	17,7	20,9
2012	5 518	9 773	10 812	26 103	910	2 102	1 750	4 762	16,5	21,5	16,2	18,2
2013	10 441	13 159	10 133	33 733	1 743	2 747	1 206	5 696	16,7	20,9	11,9	16,9
2014	11 519	15 271	11 190	37 980	1 404	2 483	1 131	5 018	12,2	16,3	10,1	13,2
2015	12 371	11 368	15 060	38 799	1 708	2 514	1 560	5 782	13,8	22,1	10,4	14,9

Source : Direction des Examens et Concours

Les taux de réussite au baccalauréat sont beaucoup plus faibles au cours de la session normale qu'au niveau de la session complémentaire. En effet, au cours des trois dernières années, les taux de réussite n'excèdent pas les 10% dans la session normale alors qu'elles sont à plus de 70% dans la session complémentaire.

Par ailleurs, les filières scientifiques telles que mathématiques (M) et technique-Mathématiques-génie-Mathématiques (TM) sont celles où les élèves réussissent le mieux. En 2015, le taux de réussite dans les filières TM et M sont respectivement de 60,4% et de 26,8%.

Comparativement aux résultats de 2014, on observe une amélioration des différents taux sauf dans la filière mathématique qui enregistre une baisse de 14 points.

Tableau 18 : Taux de réussite par filière entre 2013 et 2015

Série	2013			2014			2015			Ecart annuel moyen		
	Session normale	Session complém entaire	Ensem ble	Session normale	Session complém entaire	Ensem ble	Session normale	Session complém entaire	Ensem ble	Session normale	Session complém entaire	Ensem ble
LM	3,5	78,3	12,5	3,5	76,2	8,9	3,0	78,6	9,5	-0,2	0,2	-1,5
LO	8,6	73,5	18,0	8,0	69,0	16,3	9,9	81,6	19,6	0,7	4,0	0,8
M	18,1	78,6	28,9	31,1	87,2	40,8	18,7	83,2	26,8	0,3	2,3	-1,0
SN	11,3	69,3	16,7	5,5	77,9	9,9	7,9	79,9	13,4	-1,7	5,3	-1,7
TM	36,8	66,7	55,3	30,9	85,7	56,4	35,8	78,8	60,4	-0,5	6,1	2,6
Global	9,4	73,6	16,9	7,3	75,1	13,2	8,1	80,4	14,9	-0,6	3,4	-1,0

Source : Direction des Examens et Concours

Le tableau ci-après indique qu'en 2015 et dans la plupart des filières, les élèves du privé réussissent mieux que les homologues du public et ceux se présentant en candidats libres.

Tableau 18 : Taux de réussite par filière selon la candidature public, privé et libre

Série	Présents				Admis				%Admis			
	Total	CL	CP	OF	Total	CL	CP	OF	% T	%CL	%CP	%OF
LM	8 368	4 102	577	3 689	793	273	94	426	9,5	6,7	16,3	11,5
LO	8 138	4 612	2 686	840	1 593	724	660	209	19,6	15,7	24,6	24,9
M	2 694	339	1 182	1 173	723	29	349	345	26,8	8,6	29,5	29,4
SN	19 493	5 987	6 923	6 583	2 609	524	1 411	674	13,4	8,8	20,4	10,2
TM	106	20	0	86	64	10	0	54	60,4	50,0	0,0	62,8
TOTAL	38 799	15 060	11 368	12 371	5 782	1 560	2 514	1 708	14,9	10,4	22,1	13,8

Source : Direction des Examens et Concours.

L'évaluation des acquis

En ce qui concerne l'évaluation des acquis on a constaté que :

- l'évaluation des acquis des élèves des 3^{ème} et 5^{ème} années du fondamental en 2014 a révélé, en moyenne, qu'un élève de 3^{ème} AF n'arrive à maîtriser que 23% et 13% des programmes d'Arabe et de Français. En 5^{ème} AF, les proportions sont respectivement de 40%, 9% et 16% en Arabe, en Mathématiques et en Français ;
- Par ailleurs, les taux moyens de réussite aux tests d'évaluation des élèves en cinquième année du fondamental administrés en 2003 et en 2011 sont passés : de 11% à 8% en mathématiques ; de 32% à 29% en arabe ; et de 16% à 18% en français (légère amélioration) ;
- l'analyse des résultats au concours d'entrée en 1AS en 2014 montre que seulement 1/3 des candidats ont obtenus un score égal ou supérieur à la moyenne ;
- l'analyse des résultats du baccalauréat de 2014 montre que : entre 6,6 et 15% des candidats de la série littéraire en fonction des wilayas ont réussi l'épreuve de français, le meilleur résultat en mathématiques de la série mathématiques est observé au Hodh El Gharbi où seulement 11% des candidats ont obtenu la moyenne.

2.1.3 Amélioration du pilotage

a) Amélioration de la gestion des ressources humaines

Le degré d'aléa est utilisé pour apprécier l'efficacité dans la répartition des enseignants dans les établissements de l'enseignement public. Il permet d'indiquer si l'affectation des enseignants dans les établissements tient compte de l'effectif des élèves.

Le degré d'aléa (R^2) dans la répartition des enseignants dans les écoles fondamentales est déterminé ici par la régression linéaire du nombre d'enseignants sur le nombre d'élèves.

L'évolution de ce ratio montre une dégradation constante. En effet, en début de la décennie des années 2000 ce ratio affichait une valeur de 83%, ce qui veut dire que dans près de 17% des cas l'affectation des enseignants dans une école a répondu à une logique autre que le nombre d'élèves.

Le tableau ci-après présente l'équation de la droite de régression ainsi que la valeur du R^2 entre 2011/12 et 2014/15.

Tableau 19 : Degré d'aléa dans la répartition des enseignants et équation de la droite d'ajustement

	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15
Y=ax+b	0,024x-0,157	0,0245x-0,1641	0,028x-0,32	0,026x-0,1467

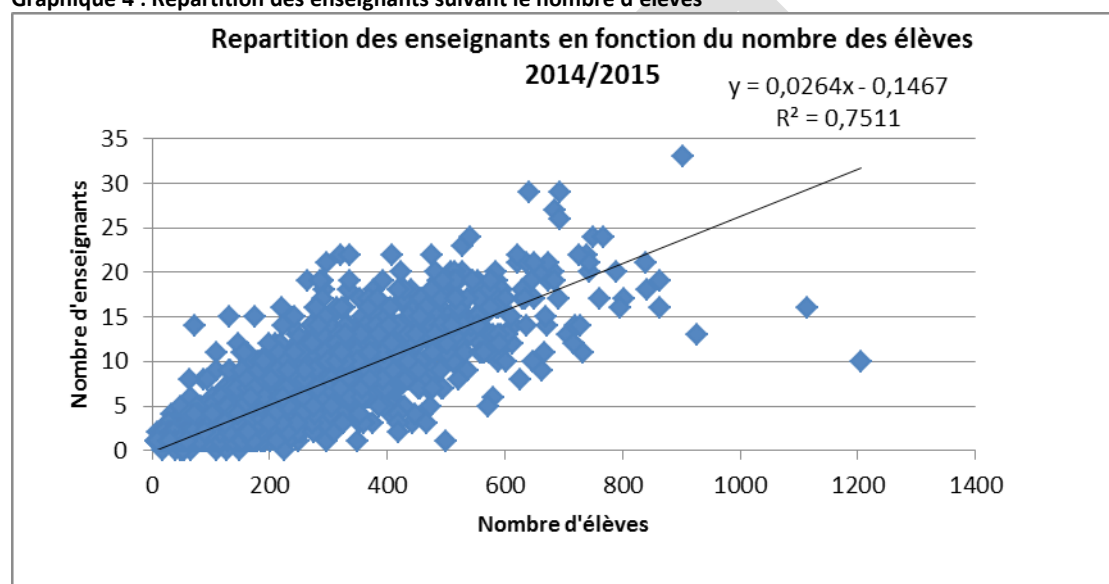
R ²	0,773	0,7412	0,749	0,7511
----------------	-------	--------	-------	--------

Source : Direction des Stratégies, de la Planification et de la Coopération

Le degré d'aléa dans la répartition des enseignants dans les écoles fondamentales en 2014/15 (24,9%) a connu un léger recul au cours des trois dernières années car il était de 25,9% en 2012/13. Par contre, Comparativement à sa valeur de 2011/12, il enregistre une baisse de 2,2 points.

Ce niveau très élevé d'aléa est consécutive à une répartition très inégale des enseignants entre les régions se manifestant par une sur utilisation dans certaines wilayas et une sous-utilisation dans d'autres. C'est pourquoi la rationalisation de la gestion des enseignants constitue toujours un défi majeur de la politique éducative et que l'efficacité des mesures prises jusqu'ici reste réduite.

Graphique 4 : Répartition des enseignants suivant le nombre d'élèves



Source : Direction des Stratégies, de la Planification et de la Coopération

b) Amélioration de la gestion administrative et financière

Part des dépenses courantes de l'éducation

Par rapport au budget, le tableau ci-après présente l'évolution des dépenses courantes de l'éducation exécutées sur la période 2011-2015.

Tableau 20 : dépenses exécutées de 2011 à 2014

Années budgétaires	2011	2012	2013	2014
Sous secteur/réalisation	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé
Fondamental	23 510	21 920	25 731	25 445
Secondaire général	10 275	11 671	13 875	13 687

Source : MEN

2.15 Situation du financement

Au titre de l'année 2015, le MEN a bénéficié de la part de l'Etat et de ses partenaires techniques et financiers d'une enveloppe globale de plus de vingt-deux milliards d'ouguiya pour la mise en œuvre de son plan d'action (PA).

Ce financement se répartit selon les sources conformément au tableau ci-dessous :

Tableau 21 : Situation globale du financement du plan d'action 2015 suivant la source (en ouguiya)

Source	Prévisions 2015 Engagement (PE)		Montant
	Montant	%	
AECID	541 966 777,00	2,5%	309 522 083
AFD	2 451 212 686,00	11%	2 138 433 173
FSD	10 342 172 000,00	47%	3 291 932 400
GPE	2 280 359 120,00	10%	1 691 484 322
Govt	5 582 571 033,00	25%	2 889 146 213
UNICEF	805 892 058,00	4%	517 918 384
Total	22 004 173 674,00	100%	10 838 436 575

Source : DPEF

Ce tableau rend compte de l'importance du financement du FSD et de l'Etat dans les prévisions d'engagements et dans les prévisions de décaissements. Par ailleurs, il faut noter que l'essentiel du financement est effectué par les partenaires techniques et financiers (85%).

Tableau 22 : Situation du financement du plan d'action 2015 suivant les composantes (en ouguiya)

Sous-programme	Prévisions 2015 Engagement (PE)		Prévisions 2015 Décaissement (PD)	
	Montant	%	Montant	%
Qualité	4 405 408 089		3 275 297 147	
Fondamental	1 525 637 592		1 398 890 876	
Secondaire	254 399 000		244 399 000	
Accès	29 757 607 050		13 008 039 688	
Fondamental	4 761 209 600		3 132 761 913	
Secondaire	1 755 825 883		967 631 493	
Gouvernance ⁴	2 409 744 550		2 048 441 393	

L'analyse du financement suivant les composantes du PNDSE montre une place prépondérante de l'accès aussi bien pour les engagements que pour les décaissements.

Situation d'exécution

Le niveau d'exécution s'obtient en faisant le rapprochement entre les prévisions et les réalisations. Dans le cas des dépenses financières, deux indicateurs permettent d'apprécier le niveau d'exécution. Il s'agit du taux d'engagement et du taux de décaissement des ressources financières. Ces niveaux d'exécution peuvent se mesurer suivant les sources de financement et suivant les sous programmes du PNDSE.

✓ Par Bailleur :

Source	Engagements 2015			Décaissements 2015		
	Prévisions (PE)	Réalisés (ER)	Taux (ER/PE)	Prévisions (PD)	Réalisés (DR)	Taux (DR/PD)
AECID	541 966 777	487 802 576	90,0	309 522 083	186 003 145	60,1
AFD	2 451 212 686	1 339 545 007	54,6	2 138 433 173	530 347 683	24,8

⁶Source : MEN

⁴ Y compris tous ordres d'enseignement

FSD	10 342 172 000	7 742 172 000	74,9	3 291 932 400	1 569 983 864	47,7
GPE	2 280 359 120	1 749 410 455	76,7	1 691 484 322	617 147 931	36,5
Gvt	5 582 571 033	4 852 312 528	86,9	2 889 146 213	1 173 769 639	40,6
UNICEF	805 892 058	805 892 058	100,0	517 918 384	517 918 384	100,0

Source : DSPC/DPEF

Le taux d'engagement et le taux de décaissement sont respectivement de 77,1% et de 36,6% au total. Si les deux taux sont à des proportions peu satisfaisantes, celui relatif au décaissement reste encore beaucoup plus faible.

Le taux d'engagement selon les sources de financement varie de 24,8% au niveau de l'AFD à 100% au niveau de l'UNICEF.

✓ Par sous-programme :

	Engagements 2015			Décaissements 2015		
	Prévisions (PE)	Réalisés * (ER)	Taux (ER/PE)	Prévisions (PD)	Réalisés * (DR)	Taux (DR/PD)
Qualité	4 405 408 089	2 577 724 488	58,5	3 275 297 147	1 446 332 182	44,2
Fondamental	1 525 637 592	788 184 151	51,7	1 398 890 876	466 423 478	33,3
Secondaire	254 399 000	177 500 000	69,8	244 399 000	4 593 000	1,9
Accès	29 757 607 050	23 460 309 089	78,8	13 008 039 688	3 968 433 664	30,5
Fondamental	4 761 209 600	1 412 461 600	29,7	3 132 761 913	395 325 024	12,6
Secondaire	1 755 825 883	1 669 296 288	95,1	967 631 493	408 323 187	42,2
Gouvernance	2 409 744 550	2 141 784 750	88,9	2 048 441 393	1 303 759 014	63,6

L'analyse des taux d'exécution financière en fonction des composantes indique que les taux plus élevés sont ceux de la gouvernance. En effet, le taux d'engagement est de 88,9% et celui du décaissement de 63,6%.

Au niveau des décaissements, le taux le plus faible est recensé au niveau de l'accès avec seulement 30,5%.

3. Contraintes, défis et atouts du secteur

3.1 Forces et atouts du secteur

Les progrès réalisés en termes d'accès à l'école fondamentale malgré les contraintes (de qualité, d'exclusion, etc), constituent l'une des principales performances du système éducatif Mauritanien par rapport au pays de la sous-région.

Des progrès importants ont été réalisés, ces dernières années, sur le plan de la disponibilité de l'information et des analyses approfondies des problèmes du secteur de l'Education en général. En effet, l'Education est considéré aujourd'hui parmi les secteurs les mieux diagnostiqués et documentés ; ce qui a permis, régulièrement, d'élaborer les outils nécessaires pour sa planification (RESEN, lettres de politique, stratégie, CDMT, plan d'actions, dispositif de suivi comme les revues annuelles, etc).

La visibilité au niveau du secteur a contribué significativement dans sa capacité de mobilisation des ressources et des partenaires. L'approche systémique adoptée par le PNDSE et les traditions de

coordination et de planification qu'il a développé, constituent un point fort du secteur de l'Education.

La progression significative de la part l'enseignement privé dans l'enseignement fondamental constitue un point positif de la mise en œuvre des mesures incitatives pour son développement.

La mise en place récente des structures des associations des parents d'élèves à tous les niveaux (écoles, moughataa, wilayas, niveau national) est un élément positif dans une stratégie participative qui implique l'ensemble des acteurs du secteur.

3.2 Contraintes et faiblesses

Les contraintes et défis qui se posent à la mise en œuvre du PNDSE peuvent être de plusieurs ordres. Ils concernent aussi bien les contraintes liées à l'accès aux différents ordres d'enseignement, à la qualité qu'à la gouvernance du système éducatif. Au nombre de ces contraintes on a :

- l'insuffisance de l'accès dans la partie basse du système, à sa faible régulation dans la partie haute et à la persistance de disparités importantes dans les parcours scolaires individuels ; (Environ 20% des enfants malgré les efforts restent non scolarisés ou déscolarisés) ;
- les contraintes liées aux ressources financières, au capital humain et aux infrastructures
- l'absence de passerelles entre enseignement originel et éducation formelle ;
- L'absence d'un système de transport adapté pour les élèves du secondaire (ruraux et urbains), en particulier pour les filles ;
- La faible densité de population dans certaines zones : défi en termes de carte scolaire et de complétude des écoles et d'allocation des ressources ;
- L'absence de stratégie d'éducation inclusive
- L'absence de stratégie nationale de santé scolaire répondant aux besoins nationaux
- Le faible nombre de foyers ou d'internats pour les filles d'âge secondaire
- l'absence d'une évaluation de l'APC ;
- Le faible nombre de supports didactiques dans les écoles ;
- la faiblesse de l'efficacité des apprentissages à tous les niveaux ;
- Les conditions d'enseignement caractérisées par la qualité des infrastructures et l'absence d'un environnement scolaire attrayant, la quasi-totalité des écoles ne sont pas approvisionnées en eau potable, ne disposent pas de latrines et ne sont pas clôturées et par le manque de mobilier scolaire
- Inexistence de tableau de bord pour le pilotage aux niveaux écoles, communes, départements, régions ;
- le lien insuffisant avec les autres ministères qui contribuent aux résultats de l'éducation ou ont les mêmes bénéficiaires : Habitat, agriculture jeunesse transport MEFTP MASEF, santé
- la faible efficacité dans la gestion se manifeste par un effet négatif considérable sur les performances du système à tous les niveaux, notamment en matière d'accès et de qualité
- le rythme de progression du nombre de regroupements des écoles est trop faible pour régler la question de l'incomplétude des écoles
- diminution du nombre d'écoles avec cantines en particulier en milieu rural où justement il y a beaucoup d'écoles incomplètes
- le choix de privilégier dans l'allocation des ressources (quel que soit leurs types), les écoles complètes, conduit à négliger les écoles les plus défavorisées en zones rurales et incomplètes qui sont d'ailleurs une majorité
- le suivi de proximité insuffisant des enseignants en classe pour l'amélioration de leurs pratiques

- selon le RESEN et un certain nombre d'études internationales, six années de scolarité ne suffisent pas à garantir une alphabétisation durable aussi le verrou entre le fondamental et le second cycle du secondaire doit être levés
- La non prise en compte de l'éducation à la santé de la reproduction limite l'accès des adolescents à l'information et contribue aux décrochages scolaires, notamment chez les filles ayant atteint la puberté

3.3 Défis majeurs à relever

- l'accès effectif de tous les enfants à une éducation de base (éducation primaire formelle et informelle ainsi qu'au premier cycle ;
- Assurer une éducation inclusive pour tous les enfants à besoins spécifiques avec les autres départements concernés en particulier le MASEF et le MEFTP ;
- La qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement fondamental et secondaire a atteint des niveaux inquiétants et sa tendance, ces dernières années, était plutôt à la dégradation ;
- Les programmes de reconversion linguistiques engagés dans le cadre du PNDSE et les efforts déployés pour restructurer la formation initiale des enseignants n'ont pas donné les résultats escomptés. Bien que ces difficultés d'apprentissage soient les résultats combinés de plusieurs facteurs endogènes et exogènes au système, les éléments d'analyse disponibles renvoient en grande partie aux compétences, notamment didactiques et linguistiques, des enseignants. La non maîtrise de l'Approche Par les Compétences (APC) par les enseignants a elle aussi accentué leurs difficultés à maîtriser le programme ;
- La mise à jour des programmes de l'éducation nationale pour prendre en compte les questions de population et développement ;
- la mise en place d'une stratégie nationale de santé scolaire répondant aux besoins nationaux contribue à amélioration des résultats scolaires et accroît l'équité ;
- le cadre d'apprentissage comme fondamental pour la qualité de l'éducation. Il s'agit de créer des cadres d'apprentissage et de travail physiquement et socialement sûrs, sains, et protecteurs pour les élèves et les enseignants. Cela implique des infrastructures sûres/résistantes aux catastrophes et des établissements scolaires et salles de classe accessibles (avec de vrais bureaux et des trousse de premiers secours); ainsi que des toilettes séparées pour les garçons et les filles en nombre suffisant, et de l'eau potable salubre., uniformes, repas et transports scolaires gratuits sont nécessaires à l'amélioration de la qualité de l'éducation ;
- Les capacités pédagogiques défaillantes enseignants y compris sur des basiques tels que respect du temps scolaire, registre d'appel, suivi des cahiers des élèves, utilisation des manuels, conduite de la classe etc. cf. le RESEN ;
- La non déconcentration des inspections pédagogiques du secondaire pour le suivi de proximité
- Faire de l'école une option pratique et la rendre « accueillante pour les filles ». Construire des écoles proches des lieux où vivent les élèves et dispensant une éducation de qualité, former des enseignants et notamment des enseignantes, fournir des manuels et du matériel pédagogique de base, offrir des heures de cours flexibles sont tous des éléments qui peuvent contribuer à augmenter les effectifs des filles
- Malgré les efforts déployés et les moyens dépensés pour améliorer la gestion administrative, financière et pédagogique de l'enseignement, les résultats sont très peu satisfaisants. Les problèmes de gestion (temps scolaire incomplet, absence de carte scolaire rationnelle, encadrement de proximité inefficace, insuffisance des pratiques de l'évaluation pédagogique, etc) ont contribué, significativement, dans la faible qualité de l'enseignement.
- En plus des problèmes liés aux compétences des enseignants d'autres facteurs ont contribué également, à des degrés différents, à la mauvaise qualité des apprentissages. On peut citer dans ce cadre les problèmes liés à la gestion administrative et pédagogique, aux outils

pédagogiques (manuels, guides, programmes, etc) et à l'environnement scolaire (tables bancs, qualité des salles de classe, etc.).

- Mettre l'accent sur la qualité de l'éducation il est des plus en plus urgent de mettre l'accent sur la qualité de l'éducation et pas seulement le nombre d'élèves inscrits. Souvent, les enfants et notamment les plus pauvres n'apprennent pas grand-chose dans le primaire et ne sont pas prêts pour le secondaire. Là encore, le problème est plus grave pour les filles qui ont moins de possibilités d'aller à l'école primaire mais aussi d'étudier. Si l'éducation est de mauvaise qualité, les parents peuvent trouver futile d'en encourir le coût et s'ils ont l'impression que ce coût est plus élevé pour les filles que pour les garçons, il devient encore plus impératif d'offrir une éducation de qualité aux filles ;
- Les faibles moyens accordés au niveau régional et départemental pour assurer leurs missions d'encadrement de proximité du fondamental et du secondaire remet en cause la poursuite de l'amélioration de la qualité ;
- Assurer l'équité dans la répartition des ressources humaines matérielles et financières entre les régions mais aussi entre les Moughaatas ;
-

3.4 Opportunités et menaces

Les principales opportunités qui s'offrent au secteur de l'éducation sont :

- L'élaboration de la SCAPP ;
- l'élaboration des documents de cadrage du prochain triennat ;
- les mesures organisationnelles du secteur privé ;
- le projet GPE ;
- le projet SWEED ;
- Le nouveau financement C2D4.

En ce qui concerne les menaces on peut noter :

- la baisse potentielle de la croissance due à la conjoncture internationale;
- l'insécurité grandissante dans la sous-région ;
- les crises politiques dans et hors le pays ;
- les catastrophes naturelles.
- Récurrence des crises alimentaires et nutritionnelles

4. Vision et objectifs 2016-2030

4.1 Engagement du pays

La politique éducative adoptée, traduit la vision du Gouvernement pour le développement du Secteur à long terme et sa volonté de poursuivre la réforme de 1999 et les Grandes Orientations du PNDSE. Elle s'inscrit dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) et s'inspire du Cadre d'Action de l'Education 2030 et des Objectifs du Développement Durable (ODD). Elle consacre l'approche sectorielle, adoptée dans le cadre du PNDSE, qui vise à favoriser un développement équilibré et harmonieux du secteur éducatif dans son ensemble.

4.2 Vision du secteur

La politique du secteur est l'aboutissement d'un large processus de concertation et de réflexion sur les problèmes et défis majeurs du secteur de l'éducation, basé sur le diagnostic sectoriel (RESEN 2015). Elle définit, sur la base de ce diagnostic, les fondements d'une politique d'éducation et de formation ambitieuse. Elle identifie une vision à long terme (horizon 2030) qui soit une réponse efficace, d'une part, aux difficultés identifiées dans le diagnostic, et, d'autre part, au double enjeu : i) Assurer l'éducation inclusive de qualité et équitable et promouvoir les possibilités de formation continue pour tous et ii) de la nécessaire régulation et amélioration de la pertinence et de la qualité des niveaux post-primaires pour qu'il corresponde le mieux possible aux besoins du développement économique et social du pays iii) de l'éducation à la santé, à l'environnement et à la vie familiale qui constitue une garantie essentielle pour réaliser le dividende démographique.

Pour bénéficier du Dividende Démographique, le système éducatif doit garantir qu'un plus grand nombre d'élèves achèvent leur scolarité et à doter les élèves des compétences nécessaires pour qu'ils s'adaptent à l'évolution du marché du travail. De même, compte tenu des disparités de réussite scolaire entre les garçons et les filles, il faut engager davantage d'efforts pour accroître l'accès des filles à l'éducation.

4.3 Objectifs

Au regard de la situation du système éducatif national telle qu'elle ressort des éléments du bilan diagnostic ci-dessus présentés, les principales priorités de la politique éducative dans le court et le moyen terme sont :

- La maîtrise du fonctionnement du système éducatif sur les plans quantitatif (accès et gestion des flux) et qualitatif (qualité des apprentissages et pertinence des formations aux différents niveaux du système), dans la perspective de favoriser la contribution de l'éducation au développement social et à la croissance économique ;
- La réduction progressive des disparités géographiques et celles liées aux inégalités en matière économique dans les parcours scolaires individuels, ainsi que les disparités liées au genre ;
- L'adaptation et le renforcement des programmes concernant l'amélioration de la santé scolaire, la protection de l'environnement et l'éducation à la citoyenneté
- La mise en place des normes, des outils techniques et des mécanismes institutionnels pour améliorer la gestion du système et suivre la transformation des moyens alloués au secteur en apprentissages chez les élèves.

Dans ce cadre, le Gouvernement, en mettant ces priorités au cœur de son programme, entend orienter ses actions vers les options stratégiques suivantes :

- Réaliser à l'horizon 2030 un achèvement universel de qualité au fondamental, en favorisant l'accès des derniers groupes non-scolarisés (OOS) et en assurant une rétention complète des enfants qui y accèdent et la mise en place d'une stratégie de passerelle entre l'enseignement non formel et le formel ;
- Mettre en place de politiques incitatives visant à accroître la participation des filles au 2e cycle secondaire ;
- Intensifier les efforts pour un meilleur accès des groupes défavorisés (handicapés, OOS) ;
- Progresser vers l'achèvement universel du premier cycle de l'enseignement secondaire et réduire les disparités liées au genre, au milieu et aux conditions socioéconomiques ;
- Réguler l'évolution des effectifs du second cycle général dans la perspective d'une meilleure adéquation de la partie haute du système avec les besoins de l'économie ;
- Améliorer la qualité des apprentissages et la pertinence de l'éducation à tous les niveaux ;

- Promouvoir l'enseignement originel et renforcer sa contribution à l'éducation de base (passerelle)
- renforcer le partenariat entre le secteur éducatif et les secteurs de la santé, de la jeunesse et de l'environnement, en vue de familiariser les élèves, à tous les stades de leur scolarité, avec les grandes questions concernant leur intégration civique et sociale, la préservation de leur santé et de leur environnement;
- renforcer l'environnement socio-pédagogique et culturel dans les établissements scolaires, par la construction et l'équipement de bibliothèques et la promotion des activités socioculturelles et sportives.
- Elaborer et mettre en œuvre une nouvelle stratégie de gestion des ressources humaines et matérielles, permettant une répartition équitable de l'offre éducative (notamment la réduction des aléas dans l'affectation des enseignants aux établissements) et une transformation plus efficace des intrants en résultats.
- Renforcer le pilotage du secteur, à travers la poursuite du processus de décentralisation, l'implication de tous les acteurs du système et le développement des outils de gestion et de pilotage.

4.4 La politique sectorielle pour les questions spécifiques

L'enseignement fondamental

Le principal objectif est de garantir à tous les enfants mauritaniens, à l'horizon 2030, une éducation de base complète et de bonne qualité. Le taux d'achèvement était de 71,5% en 2013/14 et il semble difficile d'atteindre les cibles de 90.5% en 2025 puis 100% en 2030 sans un effort important.

La réalisation de l'objectif se fera aussi par l'amélioration de la qualité des apprentissages et le renforcement et la réorganisation de l'offre éducative pour une meilleure adaptation à la demande, la poursuite et la consolidation des réformes pédagogiques et linguistiques engagées dans le cadre de la première phase du PNDSE, l'introduction de nouvelles approches focalisées sur le renforcement du rôle de l'enseignant dans l'action éducative, la mise à niveau des écoles et l'amélioration des conditions d'apprentissage.

Le plan d'action vise à atténuer les disparités liées au milieu et aux conditions socioéconomiques à travers des programmes ciblés au profit des wilayas et zones défavorisées en termes de scolarisation (zones d'éducation prioritaires), la stimulation de la demande par l'augmentation du nombre de bénéficiaires des cantines scolaires :

Encadré 1 : La scolarisation des enfants à besoins particuliers (Handicapés /OOS)

Le Gouvernement, soucieux de consolider les bases d'un Etat de droits, d'assurer la mise en œuvre des conventions internationales relatives aux droits de l'enfant (Convention relative aux Droits de l'Enfant et Convention relative aux Droits des Personnes Handicapée), des lois nationales et d'honorer ses engagements envers la communauté internationale, entreprendra des mesures de nature à encourager la scolarisation des enfants handicapés et d'assurer la scolarisation des enfants déscolarisés et des enfants non scolarisés. Dans cette perspective la politique du secteur éducatif accordera un intérêt particulier à :

- La mise aux normes des établissements d'enseignement pour permettre l'accessibilité des enfants handicapés moteurs aux classes.

- La fourniture d'aides techniques appropriées (fauteuils roulants, prothèses, béquilles et autres) aux enfants handicapés
- La lutte contre la stigmatisation de l'enfant handicapé en milieu scolaire et familial
- La mise en œuvre d'une stratégie de réintégration à l'école des enfants déscolarisés et de promotion de la scolarisation des enfants non scolarisés.
- L'accueil des enfants à besoin particulier se fait, autant que possible, dans le cadre des structures scolaires ordinaires.
- Le plan d'action portera une attention particulière aux besoins de scolarisation de ces enfants

Encadré 2 : Cantines scolaires

Aujourd'hui, compris et partagé comme un enjeu du développement durable, l'égal accès des individus et des groupes aux opportunités économiques, politiques et sociales, constitue une priorité des Etats.

De fait, l'impératif de donner plein effet au droit à l'éducation et de veiller à ce qu'il soit reconnu et exercé sans discrimination a conduit des Etats en collaboration avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM), à adopter diverses mesures et à développer des politiques sociales fondées notamment sur les cantines scolaires. Les cantines scolaires ont pour objectif de contribuer à la dynamique de développement de l'éducation en favorisant l'égalité des chances, le maintien des enfants à l'école, la démocratisation de l'école, l'amélioration des taux d'inscription et la lutte contre les carences nutritionnelles chez ceux-ci.

Dans le PNDSE II, les stratégies et actions relativement à l'accroissement de l'offre sont adéquates et capitalisent les leçons apprises de la première phase en tentant de rationaliser la stratégie des cantines scolaires. Il s'agit de :

- Stimulation de la demande par l'augmentation du nombre de bénéficiaires des cantines scolaires ;
- Doter les écoles en intrants non alimentaires

Encadré 3 : Zones d'Educatons Prioritaires (ZEP)

Du côté de l'offre le système éducatif reste marqué par un certain nombre d'insuffisances et de dysfonctionnements, aussi bien sur le plan de l'accessibilité aux différents cycles d'enseignement que sur le plan qualitatif et organisationnel.

La contribution du projet ZEP dans le développement des différents axes du PNDSE II constituera une stimulation importante pour renforcer l'efficacité et l'équité des systèmes éducatifs mauritaniens aussi bien dans la poursuite des activités programmées dans le plan d'action que dans la perspective d'appui aux axes complémentaires du programme décennal.

Le projet ZEP veut se donner le pouvoir de se fixer des buts encore plus ambitieux dans le domaine de l'éducation des filles, de les atteindre et de concrétiser toutes les promesses dont cette éducation est porteuse.

Il est aussi question de mettre en place des leviers spécifiques d'intégration économique des pauvres qui sera fortement intensifié dans le cadre du projet ZEP notamment l'insertion dès l'éradication des séquelles de l'esclavage, l'insertion spécifique des groupes démunis et la valorisation de la question enseignante pour que les femmes puissent rester dans les milieux ruraux où elles sont affectées.

L'objectif général visé par le projet ZEP est de promouvoir des programmes d'enseignement adaptés et efficaces mettant l'accent sur le développement des savoirs, des savoir-faire et des savoir-être chez l'apprenant, prenant en compte l'évolution continue des connaissances notamment dans les domaines scientifiques et techniques, et favorisant l'insertion harmonieuse de l'élève dans son environnement socioéconomique et culturel et pallier ainsi aux inégalités sociales qui sont à l'origine de la sous scolarisation des enfants surtout en milieux adwabas.

Plus spécifiquement, le projet permettra de progresser vers l'achèvement universel du fondamental et du premier cycle de l'enseignement secondaire, de réduire les disparités liées au genre, au milieu et aux

conditions socioéconomiques.

Encadré 4 : Promotion du secteur privé

Dans le souci de réaliser une scolarisation universelle de base et d'assurer une formation de qualité, le Gouvernement appuiera le développement du secteur privé à tous les niveaux du secteur éducatif, par un ensemble de mesures incitatives et institutionnelles. Il s'agira, en particulier de:

- l'amélioration du pilotage administratif du privé, notamment en matière d'agrément, de gestion, du contrôle et du suivi pédagogique ;
- la mise en place de cahiers des charges précis sur lequel le privé devra s'engager ;
- la mise en place d'un appui pédagogique, en termes d'accès aux outils pédagogiques et de formation continue des enseignants ;
- la mise en place d'un système d'information, de suivi et d'évaluation permanent.

L'enseignement secondaire général

L'enseignement secondaire général est engagé dans une réforme visant à garantir progressivement à tous les jeunes qui ont achevé le fondamental l'opportunité de compléter le 1^{er} cycle du Secondaire, à maîtriser l'accès au 2nd cycle et à mettre en place les conditions nécessaires pour préparer les jeunes qui y accéderont à poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur ou à intégrer la formation technique et professionnelle.

Le taux de transition entre le fondamental et le 1^{er} cycle sera porté à 64,5% en 2018-19 (57% en 2013-14) pour pouvoir tendre vers 75% en 2025. Le taux de transition entre le 1^{er} et le 2nd cycle sera progressivement ramené à 51% en 2018-19 (58,8% en 2013-14) pour tendre vers 40% en 2025.

La stratégie d'intervention sera centrée sur le renforcement des capacités d'accueil, notamment en milieu rural, par la construction de collèges de proximité à effectifs raisonnables, la mise en œuvre d'un programme de mise à niveau et de réhabilitation des collèges et lycées, le recrutement de professeurs selon une programmation répondant aux besoins, la mise en place d'un dispositif d'orientation, la promotion d'un enseignement privé de qualité.

L'amélioration de la qualité sera menée avec le renforcement de la formation initiale des professeurs, le renforcement de l'encadrement pédagogique de proximité, la mise en œuvre d'un programme de formation continue au profit des inspecteurs, des conseillers pédagogiques et des professeurs, le renforcement de l'utilisation des TICE et de l'enseignement des disciplines scientifiques, la construction et l'équipement de bibliothèques et la promotion des activités socioculturelles et sportives.

Encadré 5 : La scolarisation des filles

La scolarisation des jeunes filles, notamment au-delà du cycle fondamental rencontre de nombreux obstacles, culturels et économiques. Le Gouvernement développera des mesures spéciales en vue d'encourager la scolarisation et le maintien des filles dans le système, en réduisant les handicaps auxquels elles sont confrontées dans leurs scolarités. Dans ce cadre, la nouvelle politique mettra l'accent sur :

- Le renforcement des acquis en matière de scolarisation des filles dans le fondamental, et l'entreprise de mesures spécifiques aux wilayas n'ayant pas encore réalisé la parité totale
- La réalisation de la parité au niveau du premier cycle secondaire à l'horizon 2020 ;
- La mise en place de politiques incitatives visant à accroître la participation des filles au second cycle secondaire.
- La prise en compte des besoins spécifiques des filles par la construction de latrines séparées et la mise à disposition systématique des kits d'hygiène et internat pour jeunes filles.

Le plan d'action adresse le problème avec un ensemble complet d'activités pour encourager et soutenir la scolarisation des jeunes filles au niveau secondaire, notamment dans le cadre du projet Sweed sur financement de la Banque Mondiale : études pour mieux appréhender les difficultés et ajuster les réponses, campagnes de sensibilisation, appui au transport, distribution de kits scolaires, logement et nourriture, aide directe aux familles...

Encadré 6 : Compétences de Vies Courantes et Education en Matière de Population

Les compétences de vies courantes et l'éducation en matière de population sont des programmes adaptés à l'âge visant à apporter aux enfants et jeunes, en fonction de l'évolution de leurs capacités, les connaissances, compétences, attitudes et valeurs qui leur permettront d'avoir une vision positive de leur santé dans le cadre de leur développement émotionnel et social.

Les compétences de vies courantes et l'éducation en matière de population permettent aux élèves : d'acquérir des informations précises sur la santé reproductive, l'environnement, l'hygiène, la citoyenneté, la vie familiale ; de découvrir et de cultiver des valeurs et des attitudes positives s'agissant de leur santé et de développer leur estime en soi ainsi que le respect des droits de l'homme et de l'égalité des genres.

En s'adressant aux jeunes garçons et filles par le biais de programmes « compétences de la vie courante et éducation en matière de population » dans le cadre scolaire leur donne la possibilité d'acquérir des compétences pour la vie courante dont ils ont besoin pour se protéger tout en respectant les droits d'autrui.

Lorsque les programmes de compétences de vies courantes et l'éducation en matière de population sont initiés de manière précoce, dispensés sur la durée et qu'ils comportent les éléments mentionnés précédemment contribuent à l'évolution des normes sociales et provoquent des changements sociaux pour la prochaine génération d'enfants.

Le plan d'action adresse le problème de la santé et de l'hygiène scolaire avec un ensemble complet d'activités pour renforcer la formation continue des enseignants et les connaissances des élèves, notamment dans le cadre du projet SWEDD sur financement de la Banque Mondiale et de l'assistance technique de l'UNFPA.

Le pilotage et la gestion

La réussite de la nouvelle politique de développement du secteur est tributaire de l'efficacité des dispositifs mis en place pour son pilotage, sa mise en œuvre, ainsi que des ressources humaines, matérielles et financières mobilisées.

Le plan d'action met l'accent sur le renforcement du pilotage institutionnel, le renforcement des capacités managériales, la gestion des ressources humaines, les systèmes d'information et les outils du pilotage, la gestion administrative et financière.

Encadré 7 : Le respect du temps scolaire

L'horaire annuel prévu par les programmes et le calendrier scolaire n'est pas respecté, entraînant un service d'enseignement réduit pour les élèves et constituant un facteur d'explication de l'insuffisance des acquis scolaires dans l'enseignement fondamental et dans le secondaire.

Le plan d'action prévoit de revoir le processus de préparation des rentrées scolaires, afin d'anticiper les décisions d'ouverture des écoles et des classes pour permettre une affectation des enseignants avant le début des vacances scolaires.

Une étude sur le temps scolaire sera entreprise dans le cadre du projet C2D4 financé par l'AFD. Le plan d'action adresse aussi le problème par un renforcement important des moyens des inspections et un rapprochement des services de l'inspection de l'enseignement secondaire avec la création de pôles régionaux.

Encadré 8 : Décentralisation

L'organisation administrative et la gouvernance politique du secteur de l'éducation ont souffert de l'instabilité des gouvernements pendant la période récente. A la scission du Ministère de l'éducation nationale en deux, en 2007 (avec un Ministère spécifique pour l'enseignement supérieur) a succédé un regroupement en 2008, puis, en 2009 la scission du Ministère de l'éducation en trois ministères (fondamental, secondaire, supérieur, la formation professionnelle relevant alors du ministère de l'emploi). Enfin, en 2010, Ministère d'Etat a été créé, il supervisait trois ministères délégués puis fut scindé en trois ministères en 2013/2014. Tous ces éléments sont à l'origine de l'insuffisance de la décentralisation même si un effort de déconcentration a été engagé ces deux dernières décennies notamment en ce qui concerne le processus de décentralisation de son système statistique engagé en 2011. Ce processus devait renforcer le rôle des régions dans la gestion du système statistique et assurer une remontée rapide des données du recensement scolaire. En appui à ce projet, l'UNICEF a équipé l'ensemble des DRENs de postes de saisie et de serveurs ainsi que la formation du personnel.

Le renforcement du pilotage du secteur, à travers la poursuite du processus de décentralisation nécessitera forcément :

- Une budgétisation et gestion financière au niveau national / au niveau infranational
- Décentralisation et déconcentration du circuit de la dépense en mettant en place :
 - ✓ Un guide de procédures normalisées pour la préparation et l'exécution des budgets-programmes
 - ✓ En formant des cadres à tous les niveaux sur les budgets-programmes

4. Matrice des indicateurs

Objectifs	Résultats	Indicateurs SCAPP	ODD (Oui/Non)	Sources permettant de renseigner l'indicateur	Niveau de l'indicateur en 2015 (situation de référence)	Cible indicateur 2020	Cible indicateur 2025	Cible indicateur 2030
Objectif 1 : Amélioration de la qualité et de la pertinence de l'éducation	Résultat 1.1 D'ici à 2030, accroître le nombre d'enseignants qualifiés	1. Taux d'attrition des enseignants	oui	BDD/DRH	2.5	2.4	2.2	2
		- Pourcentage d'enseignants bénéficiant de possibilités permanentes et gratuites d'évolution professionnelle et de soutien	oui	BDD/DRH	10%	40,0%	70,0%	100%
		-Pourcentage d'enseignants formés ⁵	oui	DRH	10%	40%	70%	100%
	Résultat 1.2. D'ici à 2030, améliorer l'efficacité interne de l'enseignement	1. Taux de réussite (BEPC)/G/F	oui	DEC	41,0%	44,0%	47,0%	50%
		1. Taux de réussite (BAC)/G/	oui	DEC	14,0%	19,3%	24,7%	30%
Objectif 2 : Renforcer et restructurer l'offre en vue d'élargir la capacité d'accueil	Résultat 2.1 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un	1. Ecart type du TBS	oui	Recensement scolaire	13,5%	10,7%	7,8%	5%

⁵ Dans les domaines de la pédagogie, de l'éducation inclusive, des droits de l'enfant et de l'égalité entre les sexes, l'éducation en matière de population et toutes autres formation

Objectifs	Résultats	Indicateurs SCAPP	ODD (Oui/Non)	Sources permettant de renseigner l'indicateur	Niveau de l'indicateur en 2015 (situation de référence)	Cible indicateur 2020	Cible indicateur 2025	Cible indicateur 2030
	cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile	2. Taux Net de Scolarisation	oui	Recensement scolaire	81,1%	87,4%	93,7%	100%
		1. Taux d'achèvement	oui	Recensement scolaire	71,5%	81,0%	90,5%	100%
		2. Indice de parité	oui	Recensement scolaire	1,04	1,03	1,01	1
	Résultat 2.2 Faire construire des établissements scolaires qui soient adaptés aux enfants, aux personnes handicapées et aux deux sexes ou	1. %des écoles disposant de (i) l'électricité (ii) l'eau potable (iii) des installations sanitaires adéquates (séparés filles et garçons) et (iv) des services d'hygiène adéquats	oui	Recensement scolaire	10%	40,0%	70,0%	100%

Objectifs	Résultats	Indicateurs SCAPP	ODD (Oui/Non)	Sources permettant de renseigner l'indicateur	Niveau de l'indicateur en 2015 (situation de référence)	Cible indicateur 2020	Cible indicateur 2025	Cible indicateur 2030
	adapter les établissements existants à cette fin et fournir un cadre d'apprentissage effectif qui soit sûr, exempt de violence et accessible à tous	1. % des écoles dotées d'infrastructures et de matériels adaptés aux personnes handicapées. 2. % des élèves handicapés accueillis dans des écoles dotées d'infrastructures et de matériels adaptés	oui	Recensement scolaire	2	1000	3000	4000

Objectifs	Résultats	Indicateurs SCAPP	ODD (Oui/Non)	Sources permettant de renseigner l'indicateur	Niveau de l'indicateur en 2015 (situation de référence)	Cible indicateur 2020	Cible indicateur 2025	Cible indicateur 2030
	<p>2.3 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable.</p>	<p>Pourcentage des écoles qui ont dispensé une éducation au VIH et à la santé de la reproduction basée sur les compétences de vie courantes</p>	oui	Recensement scolaire	10%	50%	60%	100%
Objectif 3 :	<p>Résultat 3.1</p> <p>Amélioration de la Gestion Pédagogique</p>	<p>1. Taux d'encadrement pédagogique des enseignants</p>	oui	IGEN	1 pour 30 ⁶	1 pour 25	1 pour 20	1 pour 15

Objectifs	Résultats	Indicateurs SCAPP	ODD (Oui/Non)	Sources permettant de renseigner l'indicateur	Niveau de l'indicateur en 2015 (situation de référence)	Cible indicateur 2020	Cible indicateur 2025	Cible indicateur 2030
Amélioration de la gestion et de la gouvernance	Résultat 3.2 Amélioration de la Gestion des Ressources Humaines	1. Aléa dans l'allocation des enseignants	oui	Recensement scolaire	24,9%	19,9%	15,0%	10%
	Résultat 3.3 Amélioration du pilotage sectoriel	1. Part de l'éducation dans les dépenses courantes totales de l'Etat hors dette	oui	Loi des finances	19,4%	19,6%	19,8%	20%

⁶ Nombre d'inspecteur pour nombre d'enseignant

5. Critères de la hiérarchisation des actions prioritaires.

6.1 Actions en cours et dont la mise en œuvre se poursuit

Les actions planifiées pour 2016 s'inscrivent dans le respect des conventions de financements et de leurs activités arrêtées. Elles découlent d'une part de la continuation des actions 2015 non achevées (quasiment la totalité des actions planifiées en 2016 et d'autre part des actions non planifiées encore du GPE. Elles comprennent aussi la programmation des besoins déjà identifiés sur le BCI.

À noter que les nouveaux projets dont ceux de l'AFD (C2DIV) n'ont pas été inscrits dans l'attente des arbitrages finaux qui arrêteront les actions et leurs montants.

Le plan d'actions s'organise comme à l'accoutumé autour des composantes, des sous-composantes et des objectifs inscrits dans le PAT 2016 – 2020.

On peut résumer ces actions en :

- ✓ Renforcer la qualité de la Formation Initiale des enseignants et l'adapter aux exigences de la réforme ;
- ✓ Développer la formation continue et assurer un encadrement de proximité efficace ;
- ✓ Améliorer la qualité et la distribution des supports et outils pédagogiques et mettre en place un dispositif d'animations pédagogiques, culturelles et sportives ;
- ✓ Améliorer l'environnement scolaire et les conditions d'apprentissage dans les écoles ;
- ✓ Rénover la Formation Initiale des professeurs et des personnels d'encadrement ;
- ✓ Restructurer les filières et rénover les Programmes d'enseignement, les outils et les supports pédagogiques et didactiques ;
- ✓ Améliorer l'environnement socio-pédagogique, culturel et sportif dans les établissements ;
- ✓ Renforcer et restructurer l'offre en vue d'élargir la capacité d'accueil ;
- ✓ Impulser la demande en vue de résorber les disparités en matière de scolarisation ;
- ✓ Développer une offre alternative (non formelle) pour scolariser une demande potentielle spécifique (non scolarisés déscolarisés) ;
- ✓ Promouvoir l'alimentation en milieu scolaire ;
- ✓ Elargir l'accès au premier cycle ;
- ✓ Promouvoir le développement d'un enseignement secondaire privé de qualité ;
- ✓ Renforcer le Pilotage institutionnel;
- ✓ Améliorer la pertinence et l'efficacité de la mise en œuvre des réformes ;
- ✓ Renforcer les Capacités Managériales;
- ✓ Renforcer le rôle de l'évaluation et rénover les pratiques en la matière
- ✓ Restructurer et redynamiser la Gestion des Ressources Humaines (GRH) ;
- ✓ Instaurer un système de Gestion Axée sur les Résultats (GAR)

6.2 Pertinence des actions programmées par rapport à la vision et aux objectifs à moyen et long terme

Ce plan d'action a pour objectif général d'ouvrir à tous les jeunes mauritaniens de 6 à 25 ans, des cadres et des opportunités d'éducation et de formations fondamentale et secondaire de meilleure qualité

Principaux objectifs spécifiques attendus du Programme d'action :

Les objectifs généraux du Programme d'action sont :

1. Amélioration de la qualité des apprentissages ;
2. Renforcement et réorganisation de l'offre éducative pour une meilleure adaptation à la demande ;
3. Renforcement de l'accès et de l'équité au premier cycle et maîtrise des effectifs au niveau du second cycle ;
4. Amélioration de la qualité et de la pertinence de l'enseignement ;
5. Scolarisation et maintien des filles dans le système éducatif ;
6. Développement et encadrement de l'enseignement privé à tous les niveaux du secteur éducatif ;
7. Familiarisation des élèves aux grandes questions concernant le civisme, la préservation de santé et l'environnement ;
8. Consolidation des capacités de pilotage, de gestion et d'évaluation des structures centrales et déconcentrées de l'Education ;
9. Poursuite et renforcement de la mise en œuvre du projet ZEP sur la période 2016-2018 en vue de l'achèvement universel du fondamental et du premier cycle de l'enseignement secondaire, et de la réduire les disparités liées au genre, au milieu et aux conditions socioéconomiques.

6.3 Pertinence des actions à programmer en priorité par rapport aux ODD et l'inclusion des groupes vulnérables.

Ce plan d'action est justifié par les deux principaux défis qui caractérisent le développement du secteur de l'éducation fondamentale et secondaire:

1. Nécessité de concilier deux impératifs répondant à deux logiques différentes, celui d'élargir l'accès dans la perspective d'une éducation de base pour tous, et celui d'améliorer le succès par une meilleure qualité de l'enseignement ; et
2. Nécessité d'adapter l'enseignement post éducation de base élargie au premier cycle à une double exigence : d'une part répondre à une demande sociale légitime de poursuite des études le plus loin possible, et d'autre part satisfaire une demande économique en main d'œuvre qualifiée constituée en grande partie d'emplois de niveau intermédiaire, particulièrement dans le secteur informel.

Ce plan d'action est également justifié par la nécessité d'atténuer les faiblesses consécutives et plus ou moins structurelles du secteur de l'éducation :

- Au niveau de l'accès et de l'équité,
- Au niveau de la qualité et de la pertinence ;
- Au niveau de la gouvernance ; et
- Au niveau de la Structuration et de l'organisation du système éducatif.

7. Plans d'actions 2016-2020

Code analytique		Nature	Unité	UM Prix 2015	Quantités						Coûts (millions d'UM)						2016-2018			2019-2020			Service responsable
					2016	2017	2018	2019	2020	2016-2020	2016	2017	2018	2019	2020	2016-2020	Qtés	Coûts	Source de financement	Qtés	Coûts	Source de financement	
PNDSE											14 688	15 708	15 160	15 434	15 980	76 970	45 556			31 414			

B	Développer un accès élargi à la base du système et régulé à ses niveaux supérieurs										9 966	10 628	10 827	11 162	11 740	54 322	31 421			22 901			
B2	Promotion de l'Accès Universel au Fondamental										7 674	8 337	8 695	9 041	9 620	43 366	24 706			18 661			
B21	Renforcer et restructurer l'offre en vue d'élargir la capacité d'accueil										5 209	5 209	5 209	5 210	5 211	26 049	15 628			10 421			
B2101	Restructuration de l'offre										18	18	18	18	18	90	54			36			DEF/ DREN
B210102	Amélioration gestion multigrade - Formation des directeurs d'écoles	Atelier	1 formé	30 000	600	600	600	600	600	3 000	18	18	18	18	18	90	1 800	54		1 200	36		
B210103	Regroupement d'écoles	classes, cantine	1 regroup		20	20	20	20	20	3 100	avec budget infrastructures et cantines						60			40			
B2102	Extension et l'amélioration des										5 191	5 191	5 191	5 192	5 193	25 959	15 574			10 385			

B210201	capacités de l'offre																					
	Constuction de salles de classe	Constru ction	salle classe	6 000 000	544	544	544	544	544	2 722	3 267	3 267	3 267	3 267	3 267	16 334	1 633	9 801	1 089	6 534		
B210203	Réhabilitation d'écoles	Réhabilit ation	salle classe	2 100 000	839	839	839	839	839	4 193	1 761	1 761	1 761	1 761	1 761	8 805	2 516	5 283	1 677	3 522		
	Entretien des classes	Entretie n	salle classe	5%							163	163	163	164	165	820		490		330		
B22	Réduire les disparités de scolarisation										822	838	856	871	888	4 275		2 516		1 759		
B2202	Stimulation de la demande d'éducation par un appui aux familles pauvres et défavorisées										636	654	672	687	704	3 353		1 962		1 391		
B220201	Financement des fournitures scolaires à 20% des élèves	Fournitu res scolaires	kit/élèv e	6 000	106 000	109 000	112 000	114 481	117 381	558 862	636	654	672	687	704	3 353	327 000	1 962	231 862	1 391		
B2203	Campagnes de sensibilisation										30	30	30	30	30	150		90		60		
B220301	Organisation des campagnes	Campag ne	par DREN	2 000 000	15	15	15	15	15	75	30	30	30	30	30	150	45	90	30	60		
B2204	Atténuation des disparités entre genres, régions et milieux socio-économiques										4	4	4	4	4	20		12		8		
B220401	Etudes: analyse des causes et mesures correctives	Consulta tion nat	forfait	4 000 000	1	1	1	1	1	5	4	4	4	4	4	20	3	12	2	8		
B2205	Scolarisation des enfants à besoins particuliers										152	150	150	150	150	752		452		300		

B220501	Etude sur l'accueil des enfants handicapés	Consulta- tion nat	forfait	2 000 000	1						2	0	0	0	0	2	1	2	0	0		
	Aménagement des écoles pour l'accueil d'enfants handicapés	Travaux & équipements	par école	1 000 000	150	150	150	150	150	750	150	150	150	150	150	750	450	450	300	300		
B23	Développer une offre alternative (non formelle) pour scolariser une demande potentielle spécifique (non scolarisés déscolarisés)										363	450	230	0	0	1 042	1 042		0			
B2301	Instauration d'un cadre institutionnel adéquat et Elaboration d'une politique et d'une stratégie nationale d'EPNF										7	0	0	0	0	7	7		0			
B230101	Elaboration du cadre institutionnel, de la politique et de la stratégie nationale d'EPNF	Consulta- tion mixte	hm	4 200 000	1					1	4	0	0	0	0	4	1	4	0	0		
B230102	Organisation d'un atelier de validation et d'instauration	Atelier	forfait	3 000 000	1					1	3	0	0	0	0	3	1	3	0	0		
B2302	Expérimentation d'un modèle d'éducation primaire non formelle										355	450	230	0	0	1 035	1 035		0			
B230201	Identification et selection des bénéficiaires	Frais divers	forfait	16 600 000	1					1	17	0	0	0	0	17	1	17	0	0		
B230202	Elaboration du manuel de Procédures de	Consulta- tion nat	hm	280 000	2					2	1	0	0	0	0	1	2	1	0	0		

B230203	Sélection des opérateurs	Frais divers	forfait	3 300 000	1			1	3	0	0	0	0	3	1	3	0	0
B230204	Construction et équipement des infrastructures	Constru- ction	Salle équipée	3 670 000	60	60		120	220	220	0	0	0	440	120	440	0	0
B230205	Formation & encadrement	Formati- on	forfait	500 000 000	0,2	0,4	0,4	0	100	200	200	0	0	500	0	500	0	0
B230206	Suivi/évaluation des activités	Frais divers	forfait	74 000 000	0,2	0,4	0,4	0	15	30	30	0	0	74	0	74	0	0
B2303	Généralisation du modèle d'éducation primaire non formelle								0	0	0	0	0	0		0		
B230301	Développement des curricula	Consulta- tion mixte	hm	4 200 000				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B230302	Validation des curricula	Atelier	forfait	5 000 000				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B230303	Distribution des manuels scolaires	Manuels	Manuel	300				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B230304	Formation des personnels d'encadrement	Formati- on	forfait	20 000 000				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B230305	Développement d'un cadre de partenariat avec les ONG et les acteurs de la société civile	Consulta- tion nat	hm	2 800 000				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B230306	Appui à la création de centres d'éducation communautaires primaires non formelle	Fonds de soutien	forfait/c entre	1 500 000				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

B24	Promouvoir l'alimentation en milieu scolaire										1 280	1 840	2 400	2 960	3 520	12 000	5 520		6 480			
B2402	Appui aux cantines scolaires										1 280	1 840	2 400	2 960	3 520	12 000	5 520		6 480			
B240201	Cantines scolaires	Cantine	forfait		0						0	0	0	0	0	0						
B240202	Approvisionnement des cantines scolaires	Alimentation	ration/ehl/an	8 000	160 000	230 000	300 000	370 000	440 000	1 500 000	1 280	1 840	2 400	2 960	3 520	12 000	690 000	5 520	810 000	6 480		
B240203	Construction des cantines scolaires	Construction	cantine	4 000 000	0						0	0	0	0	0	0						
B240204	Equipement des cantines scolaires	Equipement	cantine	500 000	0						0	0	0	0	0	0						
B3	Elargir l'accès au premier cycle de l'enseignement secondaire général et maîtriser le développement du second cycle										2 292	2 291	2 132	2 120	2 120	10 956	6 715		4 241			
B31	Elargir l'accès au premier cycle										2 292	2 291	2 132	2 120	2 120	10 956	6 715		4 241			
B3101	Mise en place d'une carte scolaire opérationnelle et la réorganisation/restructuration de l'offre entre le premier et le second cycle en fonction des données de cette carte										8	0	0	0	0	8	8		0			
B310101	Mise en place de la carte scolaire	Consultation mixte	hm	4 200 000	2	2				8	0	0	0	0	0	8	2	8	0	0		
B3102	Développement des infrastructures scolaires										2 176	2 175	2 112	2 112	2 112	10 687	6 463		4 224			

B310201	Construction de collèges de proximité	Travaux	Collège	69 932 774							230	474					704	0	704	GPE	0	0		
	Mobilier de bureaux et de salles de classes	Equip	Collège	2 916 000							17	20					37	0	37	GPE	0	0		
	Equipements spécialisés de labos	Equip	Collège	5 000 000							29	34					63	0	63	GPE	0	0		
																		0	0	GPE	0	0		
	Cadre de gestion environnemental et de réinstallation	Fonds d'Appui	Forfait	38 640 000							18	9					28	0	28	GPE	0	0		
B310201	Construction de salles de classe	Construc-tion	salle classe	6 000 000	352	352	352	352	352	1760	1 882	1 638	2 112	2 112	2 112	9 856	1 056	5 632			704	4 224		
B3103	Réhabilitation des infrastructures scolaires										469	469	469	470	471	2 348	1 407				941			
B310301	Réhabilitation de salles de classe	Réhabilita-tion	salle classe	2 100 000	173	173	173	173	173	865	363	363	363	363	363	1 817	519	1 090			346	727		
	Entretien des salles de classe	Entretien	salle classe	2 100 000							106	106	106	107	108	531	0	317			0	214		
B3104	Expérimentation d'un dispositif d'orientation scolaire dans 2 collèges par DREN										10	3	8	0	0	21	21				0			
B310401	Préparation d'un module de formation	Consulta-tion mixte	hm	4 200 000	2					2	8	0	0	0	0	8	2	8			0	0		
	atelier de formation	Formati-on	formé	40 000	30					30	1	0	0	0	0	1	30	1			0	0		
	Equipement des conseillers	Divers	par collège	100 000	30				30		0	3	0	0	0	3	30	3			0	0		

B310402	évaluation de l'expérimentation	Consultation mixte	hm	4 200 000	22008008					28			00			
B3105	Mise en place de mesures visant la promotion de la scolarisation des filles, notamment en milieu rural, en vue de réduire les disparités de genre				971131188239					222			17			
B310501	Etudes (pour 3 zones) : analyse des causes et mesures correctives	Consultation nat	hm	2 800 000	3333315	8888842	925	617								
B310502	campagnes de sensibilisation (3 zones)	Campagne	forfait	1 000 000	33003003					33	00					
	Campagne de sensibilisation	Atelier	Forfait	2 760 000	33	68816					616GPE	00				
	Remise des prix aux filles lauréates	Frais divers	Prix	60 000	09919					019GPE	00					
	Formation des professeurs, des inspecteurs et des directeurs dans les collèges ruraux sur les questions de genre	Formation	Formé	20 000	0538					08GPE	00					
	Distribution de kits collège aux filles	Equip	Kit	2 850	06675142					0142GPE	00					
	Enquête satisfaction bénéficiaires			01010					010GPE	00						

B32	Maîtriser les effectifs au second cycle et améliorer la qualité de l'accueil					0	0	0	0	0	0	0	0		
B3201	Développement des infrastructures scolaires					0	0	0	0	0	0	0	0		
B320101	Constrution de salles de classe	Constru	salle classe	6 000 000	avec le collèges							0	0	0	0
B3202	Réhabilitation des infrastructures scolaires					0	0	0	0	0	0	0	0		
B320201	Réhabilitation de salles de classe	Réhabilit	salle classe	2 100 000	avec les collèges							0	0	0	0
B33	Promouvoir le développement d'un enseignement secondaire privé de qualité														
B3301	Elaboration d'un cahier des charges d'ouverture et de fonctionnement des établissements privés et la mise en place d'un dispositif de contrôle approprié de respect des normes					3	0	0		3	3		0		
B330101	Elaboration du cahier de charge et du dispositif de contrôle	Consulta	hm	2 800	1	3	0	0		3	1	3	0	0	
B3302	Création d'un fonds de promotion de l'enseignement					161	174	184	184	184	887	519	368		

B330201	privé Création et dotation du fonds	Fonds de soutien	Subv/élève	4,5	35 781	38 584	40 900	40 900	40 900	197 065	161	174	184	184	184	887	115 265	519	81 800	368		
B3303	Mise en place d'une base de données de l'enseignement privé										3	0	0			3		3		0		
B330301	Création et mise en place de la base de données	Consultation nat	hm	2 800	1					1	3	0	0			3	1	3	0	0		
A	Amélioration de la qualité et de la pertinence de l'éducation										4 412	4 635	3 766	3 784	3 741	20 337		12 813		7 524		
A1	Amélioration de la qualité et de l'efficacité interne de l'enseignement fondamental										2 667	2 503	2 062	2 134	2 079	11 446		7 232		4 213		
A11	Renforcer la qualité de la formation initiale des enseignants										409	288	67	133	67	964		764		200		
A1101	Redéfinition du profil de l'enseignant du fondamental										11	0	0	0	0	11		11		0		
A110101	Redéfinition du profil de l'Enseignants du fondamental	Consultation int	hm	5 600 000	2					2	11	0	0	0	0	11	2	11	0	0		
A1102	Révision curricula ENI sur la base du nouveau profil du maître										22	0	0	0	0	22		22		0		
A110201	Révision des contenus de la formation des enseignants pour	Consultation int	hm	5 600 000	4					4	22	0	0	0	0	22	4	22	0	0		

	les adapter à leurs nouveaux profils																			
	Evaluation des acquis des élèves maîtres à l'entrée et à la sortie																			
	Evaluation des entrants (x3)	Frais divers	Forfait	8 280 000																
	Evaluation des sortants des ENI (x2)	Frais divers	Forfait	8 280 000																
	Evaluation des EM en cours de formation dans les ENI	Frais divers	Forfait	8 280 000																
A1103	Renforcement des capacités des formateurs et des personnels d'encadrement																			
A110301	Redéfinition des profils des formateurs des ENI	Consultation mixte	hm	4 200 000	4															
	Visite d'expérience dans la gestion des écoles normales	Formation	Formé	1 553 333																
	Formation en didactique des disciplines	Formation	Formé	406 560																
	Formation en évaluation	Formation	Formé	38 737																
	Mise en place d'un groupe d'inspecteurs chargé des ENI	Formation	Formé	70 950																

	Formation de formateurs	Formation	Formé	8 688 894	2						0	0	0	0	0	0	2	0	0	0
A110302	Formation des formateurs	Formation	Formé	200 000	60	60	60	60	60	300	12	12	12	12	12	60	180	36	120	24
A1104	Développement quantitatif et qualitatif des écoles d'application										20	18	0	16	0	54	38		16	
A110401	Formation des maîtres de stage	Formation	Formé	100 000	20	20	20			60	2	2	0	4			40	4	20	0
Formation		Forfait	2 403 408							2	0	0	2			2		0		
A110402	Equipement des salles de classe	Equipement	kit salle	800 000	20	20	20			60	16	16	0	16	0	48	40	32	20	16
A1105	Equipement des 2 ENI nouvellement construites										269	242	55	105	55	726	566		160	
A110501	Formation du personnel d'encadrement	Formation	Formé	100 000	50	50	50	50	50	250	5	5	5	5	5	25	150	15	100	10
A110502	Acquisition d'équipement pédagogique et administratif	Mob-Equip	dotation ENI	100 000 000	0,5	1	0,5	1	0,5	3,5	50	100	50	100	50	350	2	200	2	150
	Réhabilitation et aménagement des labos de langues	Travaux	Forfait	30 360 000							9	21				29	29		0	
	Equipement labos de langues	Equip	Forfait	27 615 952							8	19				27	27		0	
	Acquisition de ressources pédagogiques et de fonds documentaires	Equip	Forfait	75 072 000							36	36				73	73		0	
	Mise en place de plateforme	Ass.	Forfait	7 280 052							7	10				17	17		0	

	numérique commune pour les ENI	Tech.																									
	Equipement pédagogique et administratif	Equip	Forfait	50 880 741	33 16 50											50		0									
	Appui à la formation initiale linguistique des EM (Partenariat ENI-CREL)	Formati on	Forfait	25 806 000	60 15 75											75		0									
	Mise à niveau linguistique du personnel d'encadrement des ENIs	Formati on	Forfait	11 592 000	6 6 11											11		0									
	Accompagnemen t des formateurs en didactique des disciplines au fondamental axée sur les pratiques et le bilinguisme				55 14 70											70		0									
A12	Développer la formation continue des enseignants											357	357	357	357	357	1 785	1 071		715							
A1203	Reconversion linguistique															133	133	133	133	133	667	400		267			
A120301	Organisation de stages linguistiques	Formati on	formé	244 000	547	547	547	547	547	2 735	133	133	133	133	133	667	1 641	400	1 094 267								
A1204	Mise à niveau des formateurs des ENI et des inspecteurs sur l'approche par compétences															14 14 14 14 15 71						42		29			
A120401	Organisation de séminaires sur	Formati	formé	48 800	285	288	292	295	299	1 459	14	14	14	14	15	71	865	42	594 29								

	L'APC	on																		
A1205	Mise à niveau des enseignants (pratiques pédagogiques, évaluation des apprentissages...)																			
A120501	organisation d'un séminaire de mise à niveau des enseignants (10 jours pour 1/3 des enseignants)	Formati on	formé	48 800	4 289	4 289	4 289	4 289	4 289	21 447	209	209	209	209	209	1 047	12 868	628	8 579	419
A13	Améliorer pertinence et efficacité mise en œuvre Programmes d'enseignement et mettre en place stratégie efficace garantissant respect du temps scolaire										54	29	3	0	0	86	86	0		
A1301	Révision des contenus des programmes d'enseignement										32	0	0	0	0	32	32	0		
A130101	Révision des contenus des porgrammes	Consulta tion int	hm	5 600 000	4					4	22	0	0	0	0	22	4	22	0	0
A130102	Organiser un atelier de production	Dotation	forfait	10 000 000	1					1	10	0	0	0	0	10	1	10	0	0
A1303	Révision des modes d'évaluation par les enseignants										11	3	3	0	0	17	17	0		
A130301	Révision des bulletins, guide d'évaluation	Consulta tion int	hm	5 600 000	2					2	11	0	0	0	0	11	2	11	0	0
A130302	Formation des inspecteurs sur les nouveaux instruments	Formati on	Formé	20 000		150	150			300	0	3	3	0	0	6	300	6	0	0
	Formation des enseignants sur les nouveaux	Formati on									avec la formati on									

	instruments					continu e des enseign ants																		
A1304	Développement d'un système de suivi pédagogique au niveau de l'école					10	26	0	0	0	36		36		0									
A130401	Organisation d'un atelier nal pour la conception du Système	Dotation	forfait	10 000 000	1						1	10	0	0	0	10	1	10	0	0				
A130402	Orgnisation d'ateliers régionaux de diffusion	Dotation	forfait	2 000 000	13						13	0	26	0	0	0	26	13	26	0	0			
A14	Améliorer la qualité et la distribution des supports et outils pédagogiques et mettre en place un dispositif d'animations pédagogiques, culturelles et sportives											587	576	565	565	565	2 859		1 729		1 131			
A1401	Révision des manuels (contenus, formes) et amélioration de leur distribution et de leur pérennité											500	489	478	478	478	2 422		1 466		956			
A140101	Fabrication et distribution des manuels	Manuels	manuel	250		1 891 895	1 891 895	1 891 895	1 891 895	1 891 895	9 459 476	473	473	473	473	473	2 365	5 675 686	1 419		3 783 791	946		
	Fabrication et distribution des guides pour les enseignants	Guides	guide	100		48 394	48 394	48 394	48 394	48 394	241 970	5	5	5	5	5	24	145 182	15		96 788	10		
A140102	Aide à l'amélioration du contenu et de la forme des manuels	Consulta tion int	hm	5 600 000	2							11	0	0	0	0	11	2	11		0	0		

A140103	Révision des manuels par équipe de concepteurs nationaux	Dotation	forfait/ manuel	600 000	18	18						11	11	0	0	0	22	36	22	0	0			
A1402	Développement des bibliothèques scolaires et des coins de lecture											88	88	88	88	88	438		263		175			
A140201	Acquisition de fonds documentaires	Bibliothèque	une bib sco	250 000	350	350	350	350	350	1 750		88	88	88	88	88	438	1 050	263	700	175			
A15	Améliorer l'environnement scolaire et les conditions d'apprentissage dans les écoles										1 261	1 253	1 070	1 079	1 089	5 752		3 583		2 168				
A1501	Equiper des salles de classe en bureaux de maîtres, en armoires et en moyens d'affichage											723	729	524	533	543	3 051		1 975		1 076			
A150101	Acquisition de tables-bancs	Tables-bancs	place élève	10 000	44 509	45 143	46 592	47 498	48 539	232 281		445	451	466	475	485	2 323	136 244	1 362	96 037	960			
A150102	Acquisition d'autres équipements scolaires	Mob-Equip	kit salle	100 000	571	566	577	577	577	2 868		57	57	58	58	58	287	1 714	171	1 154	115			
	Acquisition des kits SDC	Equip	Kit	4 050								83	83				166		166		0			
	Acquisition des kits élèves	Equip	Kit	1 150								138	138				276		276		0			
A1502	Promotion des activités socioculturelles et sportives											22	21	21	21	21	106		64		42			
A150201	Dotation de kits sportifs	Equipe-ment	kit école	20 000	717	707	707	707	707	3 545		14	14	14	14	14	71	2 131	43		1 414	28		

A150202	Mise en place de fonds régionaux de soutien à des projets d'activités socioculturelles	sportif Fonds de soutien	une école	10 000	717	707	707	707	707	3 545	7	7	7	7	7	35	2 131	21	1 414	14		
A1503	Construction/réh abilitation et équipement de locaux de bureaux, de latrines, de clôtures	Bureau direction	bureau	1 196 000	303	293	310	310	310	1 526	394	381	403	403	403	1 984	1 178		806			
A150301	Construction/réh abilitation de locaux de bureaux, de latrines, de clôtures										362	350	371	371	371	1 825	906	1 084	620	742		
A150303	Equipement des locaux de bureaux										Equipe ment	104 000	303	293	310	310	310	1 526	32	30	32	32
A1504	Aménagement d'espaces verts	Fonds de soutien	subv école	17 000	717	707	707	707	707		12	12	12	12	12	60	36		24			
A150401	Dotation des écoles de fonds pour les espaces verts										12	12	12	12	12	60	2 131	36	1 414	24		
A1505	Dotation des écoles rurales en points d'eau et en énergie solaire	Alim eau potable	une école	5 000 000	10	10	10	10	10	50	110	110	110	110	110	550	330		220			
A150501	Forage de points d'eau										50	50	50	50	50	250	30	150	20	100		
A150502	Mise en place d'installations électriques fonctionnant à l'énergie solaire										Electrific ation	6 000 000	10	10	10	10	10	50	60	60	60	60

A2	Amélioration de la Qualité et de l'Efficacité interne de l'Enseignement Secondaire Général						1 663	2 060	1 632	1 577	1 590	8 521		5 354		3 167	
A21	Rénover la Formation Initiale des professeurs et des personnels d'encadrement						76	43	38	32	32	222		158		64	
A2101	Restructuration du cursus de l'ENS						14	0	0	0	0	14		14		0	
A210101	Proposition d'une restructuration du cursus	Consultation int	hm	5 600 000	2	2	11	0	0			11	2	11		0	0
A210102	Organisation d'un atelier de validation	Atelier	forfait	2 500 000	1	1	3	0	0			3	1	3		0	0
A2102	Révision et réadaptation des curricula						22	6	0	0	0	28		28		0	
A210201	Etude pour la révision et la réadaptation des curricula	Consultation int	hm	5 600 000	4	1	22	6	0	0	0	28	5	28		0	0
A2103	Renforcement du personnel formateur						0	6	6	0	0	12		12		0	
A210301	Formation et mise à niveau des formateurs (1/3 des ens. de l'ENS sur 2 ans)	Formation	Formé	200000		29 31	0	6	6	0	0	12	60	12		0	0
A2104	Extension de la						40	0	0	0	0	40		40		0	

A210401	capacité d'accueil Construction de salles de classe	Constru ction	salle	5 000 000	8						40	0	0	0	0	40	8	40	0		0				
A2105	Rénovation et Mise à niveau des laboratoires de langues et de pédagogie										0	32	32	32	32	128	64		64						
A210501	Construction de laboratoires	Constru ction	labo	8 000 000	4	4	4	4	16	0	32	32	32	32	128	8	64	8		64					
A2106	Extension du foyer existant										0	0	0	0	0	0	0		0						
A210601	Travaux d'extension du Foyer	Constru ction	place élève	1 000 000							0	0	0	0	0	0	0	0	0		0				
A22	Développer la formation continue et assurer un encadrement pédagogique Professeurs										160	169	179	190	202	900	507				392				
A2203	Formation en reconversion linguistique										73	73	73	73	73	366	220		146						
A220301	Formation des professeurs	Formati on	coût unitaire	244 000	300	300	300	300	300	1 500	73	73	73	73	73	366	900	220	600		146				
A2205	Recyclage des professeurs et des conseillers pédagogiques dans les différentes disciplines et dans la didactique de leur enseignement										83	92	102	113	125	514	276		238						
A220501	Recyclage dans les différentes disciplines et dans la didactique de leur	Formati on	coût unitaire	40 000	2 066	2 289	2 538	2 817	3 129	12 840	83	92	102	113	125	514	6 894	276	5 946		238		IG		

	enseignement																					
A2205	Encadrement pédagogique des enseignants										4	4	4	4	4	20	12		8			
A220501	Moyens de déplacement de l'inspection	divers	par inspecteur	40 000	100	100	100	100	100	500	4	4	4	4	4	20	300	12	200	8		IG
A23	Restructurer les filières et rénover les Programmes d'enseignement, les outils et les supports pédagogiques et didactiques										401	379	372	360	360	1 873	1 152		721			
A2301	Diversification des filières d'enseignement et des parcours scolaires										14	0	0	0	0	14	14		0			
A230101	Elaboration d'une étude pour la diversification des filières	Consultation mixte	hm	3 500 000	4					4	14	0	0	0	0	14	4	14	0	0		
A2302	Révision des contenus des programmes et leur adaptation aux finalités des cycles										15	19	0	0	0	34	34		0			
A230201	Révision des programmes et leur adaptation	Consultation mixte	hm	3 800 000	4	5				9	15	19	0	0	0	34	9	34	0	0		
A2305	Révision des modes d'évaluation (formative, sommative et de certification) des apprentissages										19	8	8	8	8	49	34		15			
A230501	Révision des modes d'évaluation	Consultation int	hm	3 800 000	3					3	11	0	0	0	0	11	3	11	0	0		

A230502	Formation des chefs d'établissement et inspecteurs	Formation	Formé	20 000	366	375	383	383	383	1 890	7	8	8	8	8	38	1 124	22	766	15			
A2306	Production et révision des manuels scolaires										248	248	260	248	248	1 250	755		495				
A230601	Fabrication et distribution des manuels	Manuels	un manuel	250	981 636	981 636	981 636	981 636	981 636	4 908 179	245	245	245	245	245	1 227	2 944 908	736	1 963 272	491			
	Fabrication et distribution des guides pour enseignants	Guides	1 guide	100	22 393	22 393	22 393	22 393	22 393	111 964	2	2	2	2	2	11	67 178	7	44 785	4			
A230603	Révision des manuels par équipe de concepteurs nationaux	Dotation	forfait/manuel	600 000			20			20	0	0	12	0	0	12	20	12	0	0			
A2307	Développement des bibliothèques scolaires										105	105	105	105	105	525	315		210				
A230701	Construction des bibliothèques scolaires	Construction	bibliothèque	8 000 000	10	10	10	10	10	50	80	80	80	80	80	400	30	240	20	160			
A230702	Equipement des bibliothèques scolaires	équipement	kit/bibliothèque	1 000 000	10	10	10	10	10	50	10	10	10	10	10	50	30	30	20	20			
A230703	Acquisition de fonds documentaires pour les bibliothèques	ouvrages	kit/bibliothèque	1 500 000	10	10	10	10	10	50	15	15	15	15	15	75	30	45	20	30			
A24	Promouvoir et développer l'enseignement des sciences et les TIC											985	1 033	1 007	960	960	4 945	3 026	1 920				

A2401	Construction, réhabilitation et équipement de laboratoires et de salles d'expérimentation scientifiques dans tous les établissements du secondaire										902	942	902	855	855	4 456	2 747	1 710		
A240101	Acquisition d'équipements pour les laboratoires	Equip labo	équip / labo	6 000 000	0	0	0	0	0	1	48	48	48	1	1	145	0	144	0	1
A240103	Construction des laboratoires	Const labo	un labo	18000000	34	34	34	34	34	172	619	619	619	619	619	3 096	103	1 858	69	1 239
A240104	Construction et équipement de salles informatiques	Const salle infor	une salle inf	5 000 000	47	55	47	47	47	243	235	275	235	235	235	1 215	149	745	94	470
A2402	Acquisition et distribution dans tous les établissements des outils pédagogiques et des supports didactiques scientifiques (Kits géométrie, calculatrices, lithothèque...)										41	85	99	99	99	423	225	198		
A240201	Acquisition des outils et supports didactiques	Mob-Equip	salle classe	500 000	81	170	198	198	198	845	41	85	99	99	99	423	449	225	396	198
A2403	Organisation de compétitions scientifiques dans les établissements										6	6	6	6	6	30	18	12		
A240301	Organisation de compétitions	Dotation	un lycée	10000	60	60	60	60	60	300	1	1	1	1	1	3	180	2	120	1

A240302	inter-lycées Organisation de compétitions inter-wilayas	Dotation	une wilaya	100000	13	13	13	13	13	65	1	1	1	1	1	7	39	4	26	3		
A240303	Organisation d'une compétition nationale	Dotation	forfait	1 000 000	1	1	1	1	1	5	1	1	1	1	1	5	3	3	2	2		
A240304	Organisation d'une compétition internationale (olympiades)	Dotation	forfait	3 000 000	1	1	1	1	1	5	3	3	3	3	3	15	3	9	2	6		
A2404	Renforcement des capacités de l'atelier des sciences										14	0	0	0	0	14	14	0				
A240401	Organisation d'un voyage d'étude dans une structure similaire	Voyage d'étude	hm	2 000 000	2					2	4	0	0			4	2	4	0	0		
A240402	Equipement de l'atelier	Equipe ment	forfait	10 000 000	1					1	10	0	0			10	1	10	0	0		
A2405	Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie et d'un plan d'action pour l'enseignement de l'Informatique et l'utilisation des NTIC dans l'enseignement										23	0	0	0	0	23	23	0				
A240501	Elaboration de la stratégie et du PA	Consulta tion mixte	hm	3 800 000	6					6	23	0	0			23	6	23	0	0		
A25	Améliorer l'environnement socio-pédagogique, culturel et sportif dans les établissements										35	35	35	35	35	176	106	70				

A2501	Extension dans des lycées pilotes au niveau régional des bibliothèques en médiathèques										20	20	20	20	20	100	60	40		
A250101	Travaux d'extension des bibliothèques régionales	Médiathèque	une extension	20 000 000	1	1	1	1	1	5	20	20	20	20	20	100	3	60	2	40
A2502	Instauration d'un prix annuel pour récompenser les publications littéraires des élèves (article de journal, nouvelles, poèmes, etc.)										1	1	1	1	1	5	3	2		
A250201	Organisation du prix annuel des publications littéraires des élèves	Prix	prix accessits	1 000 000	1	1	1	1	1	5	1	1	1	1	1	5	3	3	2	2
A2503	Instauration d'un tournoi scolaire de football et de basketball entre tous les établissements secondaires										14	14	14	14	14	71	43	28		
A250301	Organisation de tournois régionaux	Dotation	un lycée	20 000	60	60	60	60	60	300	1	1	1	1	1	6	180	4	120	2
A250302	Organisation d'un tournoi national	Dotation	une wilaya	1 000 000	13	13	13	13	13	65	13	13	13	13	13	65	39	39	26	26
A26	Promouvoir l'excellence et la démarche qualité dans les établissements										6	400	0	0	0	406	406	0		

A2601	Conception et mise en place d'une démarche qualité dans les établissements					6	0	0	0	0	6	6	0								
A260101	Conception de la démarche qualité et de sa mise en place	Consulta- tion int	hm	5 600 000	1	1	6	0	0	0	0	6	1	6	0	0					
A2602	Mise aux normes et extension lycées d'excellence de Nouakchott					0	400	0	0	0	400	400	0								
A260201	Extension des locaux	Construc- tion	m²	150 000	2000	2000	0	300	0	0	0	300	2 000	300	0	0					
A260202	Renforcement des équipements	Equipe- ment	forfait	100 000 000	1	1	0	100	0	0	0	100	1	100	0	0					
A5	Promotion d'une bonne santé en milieu scolaire	82											72	72	72	72	370	226	144		
A5101	Elaboration d'une stratégie et d'un plan d'action en matière d'hygiène et de santé scolaire					3	0	0	0	0	3	3	0								
A510101	Elaboration de la stratégie et du PA	Consulta- tion nat	hm	2 800 000	1	1	3	0	0		3	1	3	0	0						
A5102	Intégration de l'éducation sanitaire et nutritionnelle dans les programmes scolaires					5	0	0	0	0	5	5	0								
A510201	Conception de l'intégration	Consulta- tion nat	hm	2 800 000	1	1	3	0	0	0	0	3	1	3	0	0					

A510202	Atelier de formation des concepteurs des programmes	Formation	forfait	1 000 000	2	2					2	0	0	0	0	2	2	2	0	0						
A5103	Développement de partenariat entre l'école et les structures de santé publique															3	0	0	0	0	3	3		0		
A510301	Mise en place du partenariat	Consultation nat	hm	2 800 000	1	1					3	0	0	0	0	3	1	3	0	0						
A5104	Dotation des écoles en boîtes de pharmacie pour les soins primaires															12	12	12	12	12	60	36		24		
A510401	Dotation des écoles fondamentales	Boîte de pharmacie	une boîte	10 000	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	6 000	12	12	12	12	12	60	3 600	36	2 400	24						
A5105	Organisation de visites médicales régulières dans les écoles éloignées des structures de santé publiques															60	60	60	60	60	300	180		120		
A510501	Visites médicales dans 30% des écoles	Frais divers	forfait/visite	50 000	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	6 000	60	60	60	60	60	300	3 600	180	2 400	120						
C	Amélioration de la gestion et de la gouvernance du secteur											310	445	568	489	499	2 311	1 323		988						
C1	Amélioration du pilotage et de la gouvernance du secteur											4	8	44	0	0	56	56		0						
C11	Organisation et gouvernance											4	8	4	0	0	16	16		0						

C1101	Réalisation d'une étude sur la pertinence de l'organisation actuelle du pilotage institutionnel					0	6	0	0	0	6	6	0					
C110101	Réalisation de l'étude	Consultation int	hm	5 600 000	1	1	0	6	0	0	0	6	1	6	0	0		
C1102	Mise en place et/ou revitalisation des structures consultatives et d'arbitrage pour le système éducatif					0	2	0	0	0	2	2	0					
C110201	Elaboration d'une stratégie de revitalisation des structures	Consultation mixte	hm	4 200 000	0,5	0	0	2	0	0	0	2	0	2	0	0		
C1103	Décentralisation					4	0	0	0	0	4	4	0					
C110301	Elaboration d'une étude sur le renforcement de la décentralisation	Consultation mixte	hm	4 200 000	1	1	4	0	0	0	0	4	1	4	0	0		
C1104	Partenariat (société civile, communautés locales...)					0	0	4	0	0	4	4	0					
C110401	Conception et mise en place d'un partenariat entre les principaux acteurs du Secteur	Consultation mixte	hm	4 200 000	1	1	0	0	4	0	0	4	1	4	0	0		
C13	Outils du pilotage					0	0	40	0	0	40	40	0					

	d'affectation	divers																	
C2202	Actualisation du guide d'éthique professionnelle pour les métiers de l'éducation et sa diffusion (charte de bonne conduite)							0	9	0	0	0	9		9		0		
C220201	Actualisation du guide	Consulta tion nat	hm	2 800 000	2	2		0	6	0	0	0	6	2	6		0	0	
C220202	Organisation d'un atelier de validation	Atelier	forfait	3 000 000	1	1		0	3	0	0	0	3	1	3		0	0	
C31	Instaurer un système de Gestion Axée sur les Résultats (GAR)							110	127	105	80	85	507		342		165		
C3101	Mise en place d'un dispositif (organisation, procédures, outils) de GAR							0	30	20	0	0	50		50		0		
C310101	Développement de la culture GAR à tous les échelons du système	Atelier	Forfait	10 000 000	1	1		0	10	0	0	0	10	1	10		0	0	
C310102	Développement des outils de programmation, de gestion et de suivi-évaluation	Frais divers	forfait	20 000 000	1	1	2	0	20	20	0	0	40	2	40		0	0	
C3102	Redynamisation et renforcement du rôle et des pratiques des personnels chargés de l'animation et du							95	87	70	70	70	392		252		140		

	contrôle pédagogique et administratif																					
C310201	Formation des inspecteurs	Formati on	formé	20 000	418	431	431	431	1 711	0	8	9	9	9	34	849	17	862	17			
C310203	Acquisition d'équipements pour l'Inspection Fondamental	Equipe ment	forfait	296 075 000	0,07	0,22	0,15	0,15	0,15	0,74	21	65	44	44	44	219	0	130	0	89		
C310204	Acquisition d'équipements pour l'Inspection Secondaire	Equipe ment	forfait	153 759 000	0,48	0,09	0,11	0,11	0,11	0,90	74	14	17	17	17	138	1	105	0	34		
C3103	Implication étroite des partenaires de l'école dans le processus de mise en place d'une gestion axée sur les résultats																					
C310301	Appui aux APE	Frais divers	forfait	10 000	1	1	1	1	1	5	0	0	0	0	0	0	3	0	2	0		
C310302	Mise en place de COGES	Frais divers	forfait	20 000	1	1	1	1	1	5	0	0	0	0	0	0	3	0	2	0		
C3201	Renforcer le dispositif d'évaluation du Système																					
C320101	Appui à la CNE	Frais divers	forfait	5 000 000	1	1		1	3	5	0	5	0	5	15	2	10	1	5			
C320102	Réalisation d'évaluations périodiques	Frais divers	forfait	10 000 000	1	1	1	1	1	5	10	10	10	10	10	50	3	30	2	20		
C41	Promouvoir une plus grande décentralisation de la gestion administrative et financière										105	213	326	316	321	1 281	643		638			

C4101	Réorganisation des structures de gestion										47	53	56	56	56	269	156		113				
C410101	Réorganisation des structures	Frais divers	forfait	47 000 000	1,00	1,12	1,20	1,20	1,20	5,72	47	53	56	56	56	269	3	156	2	113			
C4102	Renforcement des capacités des cadres à tous les niveaux en matière de préparation, d'exécution, de suivi et d'évaluation des budgets-programmes																						
C410201	Formation des cadres	Formation	formé	50 000		200	200	200	200	800,00	0	10	10	10	10	40	400	20	400	20			
C2103	Renforcement des capacités de planification, de gestion budgétaire et de passation des marchés en vue d'améliorer la capacité d'absorption du secteur																						
C210301	Formation sur les procédures budgétaires et de passation des marchés	Formation	forfait	5 000 000	1		1		1	3	5	0	5	0	5	15	2	10	1	5			
C4104	Elaboration et mise en application d'un guide de procédures normalisées de préparation et d'exécution des																				0		
				</																			

	budgets- programmes																			
C410401	Conception et mise en place du guide	Consulta tion nat	hm	2 800 000	1,5		1,5		0	0	4	0	0	4	2	4	0	0		
C4202	Mise en œuvre de la politique de maintenance du patrimoine																500			
C420201	Elaboration d'un plan d'action	Atelier	forfait	3 000 000	1	1		3	0	0	0	0	3	1	3	0	0			
C420202	Création d'un fonds de maintenance des infrastructures scolaires	Dotation	forfait/é cole	1 000 000	50	150	250	250	250	950	50	150	250	250	250	950	450	450	500	500